



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense

LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

REFORM OF THE
SECURITY SYSTEMS

Mars 2016

278

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Direction
de la coopération
de sécurité et de défense

57, boulevard des Invalides – 75700 Paris

Tél. : 01 43 17 94 24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Vice-amiral d'escadre Marin Gillier

Rédacteur en chef :

Commandant Caryl Talma

Contributeurs :

Commissaire divisionnaire Frank Abadie

Colonel François Audy

Général (2S) Bernard Bélontrade

Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez

Lieutenant-colonel Philippe Bocquet

Monsieur Vincent de Crayencour

Commandant Philippe Crespo

Colonel Christophe Deherre

Monsieur Florian Dupont

Capitaine de Frégate Ollivier Gambiez

Lieutenant-colonel Michaël Gense

Monsieur Charles Girard

Colonel Pierre Marie-Jeanne

Lieutenant-colonel Michel Lesaffre

Monsieur Georges Nakseu Nguefang

Monsieur Pierre Osseland

Monsieur Ghislain Poissonnier

Monsieur François Richard

Monsieur Grégory Robert

Monsieur Hugo Sada

Madame Pascale Trimbach-Rognon

Colonel Patrick Vaglio

Capitaine de frigate Nora Zelazli

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAEDI, MINDEF, DGDDI, P1 et 7 : EMA/com, P10 : MAEE - Frédéric de La Mure, P11 : Jérôme Mellon-ONU, P12 : EC ECHO Susana Perez Diaz, P16 : Cici Olsson-Shadows – OIF, P19 : North Darfur Un Photo Albert Gonzales Farran, P22 : AFP-Patrick Stollarz, P 31 : Adam Rogers United Nations Capital Development Fund

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911

Sommaire/Summary

LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ REFORM OF THE SECURITY SYSTEMS

03 ÉDITO/Editorial

BRÈVES

04 Visite du DCSD en Égypte

Visit of the DCSD in Egypt

05 Visite du directeur adjoint en Birmanie

Visit of the Deputy Head of the DSCD in Burma

DOSSIER CENTRAL

06 RSS : des menaces partagées, des visions communes

Security Systems Reform (SSR): Shared Threats, Common Visions

09 La RSS et les organisations internationales et partenaires

SSR and International Organizations

La RSS à l'Union africaine : de la théorie à la pratique

SSR in the African Union: Moving from Theory to Practice

L'approche des Nations unies

The United Nations Approach

Les programmes de l'Union européenne (UE) relatifs à la RSS

EU SSR Programmes

DCAF : les nouveaux partenariats

DCAF: New Partnerships

OIF : les projets RSS dans l'espace francophone

IOF: SSR Projects in the Francophonie Area

Douanes et coopération structurelle : des synergies communes

Customs and Structural Cooperation: Common Synergies

16 RSS et coopération de sécurité et de défense : l'approche de la DCSD

SSR and Security and Defence Cooperation: the DCSD Approach

Afghanistan :

FSP « Soutien à la réforme des systèmes de sécurité »

Afghanistan: "Support for Security System Reform" Priority Solidarity Fund

La RSS en RCI : l'expertise au plus près du partenaire

SSR in Côte d'Ivoire: Expertise as Close to the Partner as Possible

L'École nationale à vocation régionale (ENVR) :

un pôle de RSS permanente

Regionally Oriented National School (ENVR): a Hub for Permanent SSR

Justice et sécurité : retour d'expérience sur le FSP JUSSEC

Justice and Security: Feedback on the JUSSEC FSP

Le FSP ALATT : enjeux et perspectives

ALATT FSP: Challenges and Ways forward

Le SCAD en Guinée-Conakry : un modèle de réussite

The SCAD in Guinea Conakry: a Successful Model

FOCUS

29 Le pacte de coopération

Cooperation Agreement

Le Référentiel entreprises et le Pacte de coopération

Company Standard and Cooperation Agreement

Les atouts du Pacte de coopération

The Advantages of the Cooperation Agreement



Le XXI^e siècle s'ouvre sur des mouvements contraires d'intégration et de fragmentation des sociétés humaines, synonymes de tensions et de paradoxes. Les questionnements du présent, les incertitudes de l'avenir, l'accélération du « temps mondial » requièrent l'adaptation des instruments de coopération nationaux et internationaux.

Face à la faiblesse des États et dans un monde actuellement « zéro-polaire », la coopération de sécurité et de défense semble devoir s'affilier toujours davantage à des politiques publiques globales pour répondre à une amplification des crises longues et protéiformes, sources d'une instabilité durable. Dans ce contexte, la coopération de sécurité et de défense ne doit pas être réduite à des capacités spécialisées, cantonnée à des territoires donnés, circonscrite à un « pilier » qui fonctionnerait en contrepoint de la gouvernance ou du développement. Elle est en revanche vouée à investir de nouveaux champs de partenariat et d'influence, où la dimension économique et culturelle est très présente. Traitant de la souveraineté des États, elle conservera aussi une nature singulière, durablement orientée vers la forme de l'État-Nation.

Tels sont les trois constats stratégiques qui permettent de penser l'avenir de la coopération française et qui constituent les fondements du concept de « réformes des systèmes de sécurité » (RSS), traduction délibérément adaptée du « Security Sector Reform » anglo-saxon pour mieux traduire la prise en compte des spécificités de chacun des partenaires de la France engagés dans un effort global, collectif et pérenne. Ainsi, l'idée d'une « RSS permanente » d'influence préventive, qui répond au temps long des crises, s'accompagne-t-elle nécessairement d'une approche « à géométrie variable ». Les formes de la coopération sont ainsi appelées à être partagées entre le niveau multinational (producteur de légitimité, de ressources et d'interopérabilité), les alliances opératives, l'échelon national et certains échelons décentralisés.

Cette réflexion sur le concept de RSS permet de distinguer les deux niveaux de la coopération française de sécurité et de défense, complémentaires dans le temps et dans les modes d'action : la coopération opérationnelle, « RSS de l'urgence » menée en France par les ministères de la Défense et de l'Intérieur, en réponse immédiate aux effets de la crise, et la coopération structurelle conduite par le ministère des Affaires étrangères, qui s'attaque à ses racines - l'instabilité ou les carences institutionnelles - au travers du renforcement des capacités des États partenaires et sans laquelle aucune solution n'est durable. C'est l'idée-force que la France s'attache à promouvoir auprès de ses partenaires, au service d'une action cohérente et coordonnée de l'ensemble des acteurs, une action d'autant plus essentielle que les secteurs concernés sont multiples et interdépendants.

Le vice-amiral d'escadre **Marin Gillier**,
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

As we enter the 21st century, human societies are subject to conflicting movements of integration and fragmentation, bringing tensions and paradoxes. The questions of the present, the uncertainties of the future and the acceleration of "world time" require us to adapt the instruments of national and international cooperation.

Faced with the weakness of states and a world that is currently "zero-polar", security and defence cooperation seems to have to align itself ever more closely with global public policies to address the rise in long, protean crises which bring lasting instability. In this context, security and defence cooperation should not be reduced to specialized capabilities, confined to given territories, or limited to a "pillar" that operates alongside governance or development. It is, however, destined to incorporate new areas of partnership and influence, with a strong economic and cultural dimension. It will also maintain a unique approach to state sovereignty, firmly oriented towards the nation state.

Those are the three strategic observations that enable us to reflect on the future of French cooperation and form the basis of the concept of "security systems reform" (réforme des systèmes de sécurité, RSS), a deliberate adaptation of the English term "Security Sector Reform" which acknowledges the specific features of each of France's partners that are involved in an overall, collective, long-term effort. Thus, the idea of "permanent RSS" based on preventive influence, which addresses crises in the long term, is necessarily coupled with a "flexible" approach. The various forms of cooperation are shared between the multinational level (providing legitimacy, resources and interoperability), operative alliances, the national level and certain decentralized levels.

This reflection on the concept of RSS distinguishes between the two levels of French security and defence cooperation, which are complementary in time and in their modes of action: operational cooperation, or "emergency RSS", led in France by the Ministries of Defence and of the Interior, as an immediate response to the effects of a crisis; and structural cooperation, led by the Ministry of Foreign Affairs and International Development, which tackles the root causes - instability or institutional deficiencies - through capacity building in partner states, without which there can be no lasting solution. That is the main idea that France is keen to promote to its partners, to ensure coherent, coordinated action by all actors, which is all the more essential as the sectors concerned are many and interdependent.

VISITE DU DCSD EN ÉGYPTE

Le directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense, le vice-amiral d'escadre Gillier, a effectué une visite en Égypte les 9 et 10 décembre 2015.

Dans le prolongement des signatures des récents contrats d'armement naval et aérien, et d'un partenariat stratégique entre nos deux pays, il s'agissait de proposer aux autorités militaires égyptiennes les projets de coopération structurelle associée ainsi que le cadre juridique requis pour l'insertion de personnels coopérants au sein des armées égyptiennes.

L'amiral Gillier a été reçu par le chef d'état-major des armées égyptiennes, le général de corps d'armée Mahmoud Hégazy, l'amiral Ahmed Khaled, chef de l'état-major de la marine, et par le général Younes al Masry, chef d'état-major de l'armée de l'air. Il a par ailleurs obtenu une audience auprès du ministre de l'Intérieur afin d'évoquer certaines perspectives de coopérations spécifiques, et échangé des points de vue avec le directeur du *Cairo Center for Conflict Resolution and Peace-Keeping in Africa* (CCCPA), l'ambassadeur Ashraf Swelam.

Ces entretiens, particulièrement cordiaux et fructueux, ont permis de préciser les besoins de la partie égyptienne et se sont traduits par des engagements communs à court et moyen terme, dont le plus emblématique est l'ouverture d'un poste de coopérant français au sein de la base navale d'Alexandrie à compter de l'été 2016.

La rencontre du 9 décembre à Alexandrie s'est déroulée dans un contexte d'acquisition par la marine égyptienne de sept unités navales de premier rang de conception française. En se dotant d'équipements tels que les FREMM et les BPC, l'Égypte révolutionne le champ conceptuel de ses opérations navales. Ces nouvelles plateformes polyvalentes, en particulier les BPC, offrent en effet des possibilités de modes d'action interarmées qui permettront désormais à la marine égyptienne de contribuer, de manière substantielle, à la conception et à la mise en œuvre de décisions politiques. L'amiral Gillier a rappelé que la France était prête à aider l'Égypte à appréhender cette nouvelle approche des opérations navales en partageant son expérience opérationnelle, ce que l'amiral Khaled a accueilli avec une grande satisfaction.

La rencontre avec le général Hégazy, le 10 décembre, s'est inscrite dans le prolongement des entretiens extrêmement cordiaux qu'il avait eus, un mois auparavant, avec son homologue français, le général de Villiers. Le niveau de confiance mutuelle qui caractérise aujourd'hui notre coopération de défense est unique dans l'histoire qui lie nos deux pays. Il intervient à un moment très opportun, où la France comme l'Égypte sont confrontées à un terrorisme des idées qu'il convient de combattre de concert. Au Maghreb, il était temps de s'emparer, ensemble, des défis posés par la situation sécuritaire libyenne, pour éviter que ce pays ne devienne une nouvelle Syrie.

VISIT OF THE DCSD IN EGYPT

The Head of the Defence and Security Cooperation Directorate (DSCD), the Vice Admiral Gillier visited Egypt on 9 and 10 December 2015.

Following the signatures of recent contracts of naval and air weapons, and a strategic partnership between our two countries, it was important to propose to Egyptian military authorities the related structural cooperation projects and the legal framework required to incorporate cooperation officers in Egyptian armed forces.

Admiral Gillier was received by the Egyptian Chief of Staff, the Lieutenant General Mahmoud Hégazy, Admiral Ahmed Khaled, Chief of Navy Staff, and General Younes al Masry, Chief of Air Staff. He also met with the Minister of the Interior to discuss some possibilities for specific cooperation and exchanged viewpoints with the Director of the Cairo Center for Conflict Resolution and Peacekeeping in Africa (CCCPA), the Ambassador Ashraf Swelam.

These meetings, particularly cordial and productive, helped specify the needs of the Egyptian party and were translated into joint undertakings over the short and medium term. The most symbolic one was the opening for a French cooperation officer in the naval base in Alexandria starting the summer of 2016.

The meeting of 9 December in Alexandria took place against the backdrop of the Egyptian Navy having acquired seven top-ranking naval units of French design. By acquiring such equipment as European multi-mission frigates (FREMM) and landing helicopter docks, Egypt is revolutionizing the design of its naval operations. These new multi-purpose platforms, particularly the BPCs, offer a range of possibilities for joint action that could enable the Egyptian Navy to contribute significantly to coming up with and implementing political decisions. Admiral Gillier stated that France was willing to help Egypt take on this new approach for naval operations by sharing its operational experience, which Admiral Khaled warmly welcomed.

The meeting with General Hégazy, on 10 December, followed on from the extremely cordial meetings that took place a month before with his French counterpart, General Villier. The level of mutual trust in our defence cooperation today is unique in the history our two countries share. It is very timely given that both France and Egypt are facing a terrorism of ideas that would be best tackled together. In the Maghreb region, it is time to meet the challenges posed by the security situation together in Libya so that it does not become another Syria.



VISITE DU DIRECTEUR ADJOINT EN BIRMANIE

Monsieur Thierry Vankerk-Hoven, directeur adjoint de la Coopération de Sécurité et de Défense a effectué un déplacement en Birmanie du 13 au 16 mai 2015, pour faire un point de situation des premières actions de coopération entreprises dans ce pays et identifier les axes futurs de notre coopération structurelle de défense et de sécurité.

Afin d'accompagner la Birmanie dans le processus de transition démocratique et de soutenir l'ouverture du pays sur la scène internationale, Monsieur Thierry Vankerk-Hoven a fait part de la disponibilité de sa direction à soutenir des projets de coopération structurelle tant dans le domaine de la défense que de la sécurité civile.

L'entretien avec le général Hla Thay Win (en photo), chef de l'état-major général interarmées (numéro 3 des forces armées birmanes) à Nay Pyi Daw a mis en évidence la grande attente de la Birmanie en matière de la coopération bilatérale et son désir de revenir sur la scène internationale, en particulier au travers des opérations de maintien de la paix.

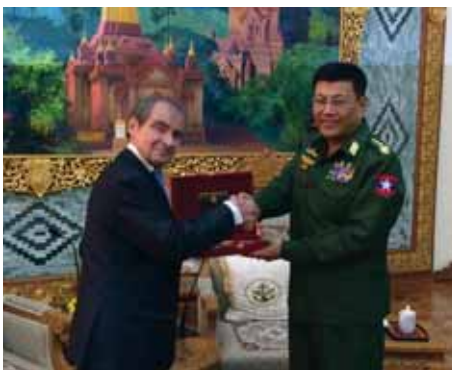
Sur ce volet, le directeur adjoint a indiqué notre très grande implication dans le centre OMP cambodgien d'Oudong, spécialisé dans le déminage. Nos coopérants avaient déjà présenté ce centre aux autorités birmanes en 2014. La possibilité offerte à quelques officiers birmans de participer à des formations au Cambodge a été à nouveau évoquée, le NPMEC¹ ayant une vocation régionale à moyen terme. D'ailleurs, le Cambodge a lancé fin décembre 2015 une invitation à tous les pays de l'ASEAN pour une formation mi-mars 2016 au profit de quelques officiers.

L'importance de l'enseignement du français a été rappelée afin de disposer d'officiers capables de suivre des formations en France mais également aptes à intégrer, à terme, des missions de maintien de la paix, principalement en Afrique francophone. Dans ce cadre, la Birmanie a détaché quinze officiers à l'Institut français de Birmanie pendant un an pour débiter ce processus. Bien entendu, comme pour de nombreux pays non francophones, la difficulté est de constituer un vivier d'officiers francophones et de maintenir leurs compétences linguistiques au-delà de la formation initiale d'une année pour pouvoir honorer les places proposées par la DCSD.

L'ensemble des entretiens a clairement montré les grands besoins de la Birmanie, tant sur le plan capacitaire que structurel, auxquels la France, un des plus proches partenaires européens, peut répondre. La DCSD participera, en fonction de ses capacités, au développement des organisations birmanes afin d'apporter son soutien aux structures de l'État dans cette phase de transition démocratique.

La récente victoire du parti d'opposition (novembre 2015), la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu KYI, aux élections législatives, a mis en exergue le processus démocratique birman et conforté la DCSD dans son orientation. Un élargissement de cette coopération dans le domaine de la sécurité intérieure peut désormais être exploré. Ce point fera l'objet en 2016 d'une première mission d'expertise afin d'identifier les domaines à développer.

VISIT OF THE DEPUTY HEAD OF THE DSCD IN BURMA



Thierry Vankerk-Hoven, Deputy Head of the Defence and Security Cooperation Directorate (DSCD) visited Burma from 13 to 16 May 2015 to take stock of the first cooperation actions undertaken in this country and identify future areas for our structural defence and security cooperation.

In order to accompany Burma in the transition to democracy and support the country's opening up on the international scene, Mr Vankerk-Hoven said that his directorate would be available to support

structural cooperation projects both in the area of defence and civil security.

The meeting with General Hla Thay Win (see photo), Joint Chief of Staff (number 3 of the Burmese armed forces) in Nay Pyi Daw highlighted Burma's high expectations to develop bilateral cooperation and enable this country to make a comeback on the international scene, particularly through peacekeeping operations.

With regard to this component, the Deputy Head talked about our very considerable involvement in Cambodia's peacekeeping operations center in Oudong, specialised in mine clearance. Our cooperation officers had already presented this centre to the Burmese authorities in 2014. The possibility for a few Burmese officers to take part in training courses in Cambodia was again raised, the NPMEC¹ having a regional remit over the medium term. Moreover, in late December 2015 Cambodia sent an invitation to all the ASEAN countries for a training course in mid-March 2016 to benefit a few officers.

The importance of the teaching of French was stressed to have officers who are able to attend training courses in France but also to integrate eventually into peacekeeping missions, mainly in French-speaking Africa. To this end, Burma seconded 15 officers to the French Institute of Burma for one year to begin this process. Of course, as is the case in a number of non-French-speaking countries, it is a challenge to create a pool of French-speaking officers and maintain their language skills beyond the initial one-year training course to be able to fill the spots offered by the DCSD.

All of the meetings clearly showed Burma's main needs both in terms of capacity and structure that France, one of the closest European partners, can meet. The DCSD will participate on the basis of its capabilities in the development of Burmese organisations in order to provide its support to State structures in this phase of its transition to democracy.

The recent victory of the opposition party (November 2015), the National League for Democracy of Aung San Suu KYI, in legislative elections highlighted the Burmese democratic process and supported the DCSD in its policy. Extending this cooperation to include the area of internal security can now be explored. This point will be the aim of a first expert mission in 2016 to identify the areas to be developed.

¹ National Center for Peacekeeping Forces, Mines and Explosive Remnants of War Clearance.

¹ National Center for Peacekeeping Forces, Mines and Explosive Remnants of War Clearance

RSS : DES MENACES PARTAGÉES, DES VISIONS COMMUNES

Interview de M. Hugo Sada, conseiller spécial pour le Forum de Dakar pour la paix et la sécurité

Dans le cadre de vos fonctions au quai d'Orsay, l'approche RSS a constitué l'un de vos sujets de réflexion. Comment définissez-vous ce concept et quels en sont les grands principes ?

La RSS est une conception très novatrice liée aux évolutions des contextes stratégiques post-guerre froide. C'est une notion basée sur l'approche globale, multidimensionnelle et intégrée. Elle fait notamment référence à la sécurité humaine, c'est-à-dire qu'elle englobe les problématiques liées à la sécurité de l'État et à la sécurité des populations. Elle concerne principalement les États fragiles et en sortie de crise, mais pas exclusivement.

La RSS constitue également une approche ambitieuse car elle a pour objectif d'articuler les problématiques de modernisation et de professionnalisation des forces de sécurité, d'inclure les institutions de l'État de droit et en particulier les systèmes judiciaires à travers trois dimensions principales : la sécurité, la démocratisation et le développement.

La France a élaboré une approche toute particulière de la RSS, pouvez-vous en préciser ses spécificités, et notamment à travers son texte fondateur ?

Il faut savoir que l'approche française se réfère en la matière aux textes de l'UE, des Nations unies, de l'OCDE et diverses parties prenantes de la RSS. La France y ajoute son expérience forte en matière d'assistance militaire, de coopération structurelle, d'aide publique au développement et de gestion de crise. C'est en cela que cette approche gagne en consistance et en crédibilité. Son texte fondateur élaboré en 2008, sous la coordination du MAEDI, reste aujourd'hui tout à fait pertinent, même si l'évolution du contexte international nécessite que les éléments de ce texte fondateur soient affinés et enrichis.



Il faut souligner que cette approche a été validée et confirmée par le *Livre blanc sur la sécurité et la défense nationale* de 2013, qui se réfère à l'approche française de la RSS dans le cadre de la politique de prévention, qui est l'une des cinq grandes fonctions stratégiques définies par le *Livre blanc* concernant la mise en œuvre de la politique française de défense, avec notamment un lien étroit entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure des États.



SECURITY SYSTEM REFORM (SSR): SHARED THREATS, COMMON VISIONS

Interview with Hugo Sada, Special Adviser to the Dakar International Forum on Peace and Security

When performing your duties at the Ministry of Foreign Affairs and International Development, have you explored the SSR

approach? How would you define this concept and what are its main principles?

The SSR is a very innovative design linked to shifts in post-cold-war strategic contexts. It is a notion based on a global, multi-dimensional and integrated approach. It refers to human security, in other words, security that concerns problems related to the security of the State and populations. It mainly concerns fragile and post-crisis States, but not exclusively.

SSR is also an ambitious approach because it aims to coordinate problems of modernising and professionalising security forces, and to include rule-of-law institutions and particularly judicial systems based on three main principles: security, democratisation and development.

France has designed a very particular SSR approach, can you tell us about its special features, particularly on the basis of its founding text?

It is important to know that the French approach refers in this area to texts of the European Union, United Nations, OECD and various SSR stakeholders. To this France has added its extensive experience in military assistance, structural cooperation, official development assistance and crisis management. That is why this approach is more consistent and credible. Its founding text drafted in 2008, through the coordination of the Ministry of Foreign Affairs and International Development, today remains completely relevant, even though the change in the international context requires that the elements of this founding text be developed in more detail and enriched.

It is important to stress that this approach was validated and confirmed by the 2013 White Paper on Defence and National Security, which refers to France's SSR approach in its prevention policy, which is one of the five main strategic functions defined by the White Paper concerning the implementation of French defence policy, with a close connection between the internal and external security of States.

Cette approche s'inscrit dans le cadre des trois principes fondamentaux, reconnus sur le plan international, que sont :

- le rétablissement de l'État de droit, dans le respect des droits de l'Homme ;
- la constitution ou le renforcement de forces civiles et militaires efficaces, bien formées et responsables devant les instances civiles ;
- la mise en place d'institutions chargées de la gestion et du contrôle démocratiques des acteurs concourant à la sécurité.

C'est un processus complexe puisqu'il ne peut être enclenché que sur la base d'une adhésion et une d'implication de l'État concerné, dans un environnement où existe une multiplicité d'acteurs internationaux multilatéraux intervenant dans le domaine de la RSS (Nations unies, OCDE...), et confronté parfois aux approches des partenaires bilatéraux. De fait, cette multiplicité constitue un niveau de difficulté supplémentaire pour porter l'approche française sur la scène internationale. C'est aussi un défi pour les pays dits « fragiles » : tout réside dans la coordination et la mise en cohérence de ces politiques, parfois différentes dans leur approche.

L'expérience française en matière de RSS montre qu'il ne peut pas y avoir de modèle unique applicable dans n'importe quel pays. Ainsi, le processus RSS ressort avant tout d'une adaptation aux contextes socioculturels, aux histoires politiques et militaires de chaque partenaire.

Quels ont été les enseignements de cette réflexion pour le fonctionnement du MAEDI ?

Cela a naturellement des implications dans la construction des politiques publiques car le processus repose sur une approche multidimensionnelle et intégrée. Le Quai d'Orsay a dû s'appuyer sur une nouvelle forme de cohérence et de coordination entre les actions militaires et les actions civiles, qui doivent se combiner. Concrètement, cela signifie une nécessaire coordination entre les différentes directions concernées au sein du ministère, mais également au niveau interministériel ainsi qu'avec les partenaires internationaux. Eu égard à la place de la France au sein des grandes organisations internationales, l'approche française en matière de RSS constitue un défi puisque sa mise en œuvre, impliquant des moyens financiers et humains considérables, ne peut être supportée par un seul acteur. La mobilisation et la coordination des moyens engagés constituent, pour la France, un enjeu sur la scène internationale, et une indispensable adaptation des modes d'actions au sein du MAEDI et avec les pays concernés et les instances internationales, dans le cadre des processus de RSS.

This approach is in line with three internationally recognised fundamental principles:

- Re-establishing the rule of law, respecting human rights;
- Creating or strengthening effective military and civil forces, who are well trained and responsible in the face of civil bodies;
- Implementing institutions responsible for the democratic management and monitoring of actors contributing to security.

It is a complex process since it can only be set into motion if the concerned State joins and is involved, in an environment where there are multiple international multilateral actors participating in SSR (United Nations, OECD) and having sometimes to deal with approaches of bilateral partners. Actually, the fact that there are many actors can make it more difficult to follow the French approach in the international arena. It is also a challenge for "fragile" States. It is essential to coordinate and align these policies that are at times different in their approach.

The French experience in SSR shows that there cannot be a single model that applies to every country. The SSR process above all stems from an adaptation to the social and cultural contexts and political and military histories of every partner.

What were the lessons learned to apply to the way the Ministry of Foreign Affairs and International Development works?

It naturally has implications in the construction of public policies because the process is based on a multi-dimensional and integrated approach. The Ministry of Foreign Affairs and International Development had to use a new form of alignment and coordination for military and civil actions, which must be combined. In concrete terms, that means essential coordination between the different directorates concerned within the ministry, but also at inter-ministerial level as well as with international partners. With regard to France's role in major international organisations, the French approach in the area of SSR is a challenge because its implementation, involving considerable financial and human means, cannot be the responsibility of one actor alone. For France it is a challenge to mobilise and coordinate resources in the international arena and it is essential to adapt the modes of action in the Ministry of Foreign Affairs and International Development and with the countries concerned and international bodies as part of the SSR process.





Quelle est selon vous la pertinence de ce concept dans le contexte international actuel, et plus particulièrement en Afrique ?

L'approche RSS reste plus que jamais d'actualité. Les responsables politiques africains ont, ces dernières années, pris conscience que les modèles concernant leurs forces de sécurité étaient inadaptés aux nouvelles menaces, nécessitant de les repenser tout en prenant en compte les évolutions des processus de démocratisation, pour faire face à la nouvelle conflictualité (baisse des affrontements interétatiques, conflits asymétriques, insécurité maritime, terrorisme, crises sanitaires). Tout l'enjeu réside dans la capacité de construire des systèmes de sécurité capables de faire face à ces menaces internationalisées, d'accroître les coopérations avec les acteurs internationaux de manière renouvelée, car il ne s'agit plus d'enjeux sécuritaires locaux mais de « menaces partagées ».

Quelles sont les évolutions possibles concernant la RSS ?

À mon sens, la France peut très certainement contribuer de manière déterminante à régler les divergences encore présentes pour définir un cadre normatif international consensuel, assurer la cohérence et la coordination des acteurs, et ainsi faciliter la mise en œuvre sur le terrain de projets structurants.

D'autre part, ce processus doit être davantage en mesure d'impliquer et de mobiliser les partenaires concernés. Il ne faut surtout pas que la RSS soit l'outil des organisations internationales ou bilatérales. Il faut profiter de la prise de conscience notamment des États africains que l'on a très bien vu s'exprimer lors du Sommet de l'Élysée de décembre 2013 par la voix des chefs d'État, très lucides sur cette nécessaire réforme des systèmes de sécurité.

Par ailleurs, il a été fait le constat que, confrontés aux menaces, les pays africains ne pouvaient affronter individuellement et séparément les fléaux de nature sécuritaire. La RSS doit prendre en compte une coopération de niveau régional voire sous-régional, permettant une harmonisation des standards, par exemple de nature judiciaire, et faciliter la mutualisation des moyens capacitaires.

On a également constaté que, face à la menace terroriste de Boko Haram, la réponse la plus adéquate et dans l'urgence était de constituer un dispositif sécuritaire commun dans les pays concernés. Il en est de même concernant la problématique des espaces frontaliers : l'harmonisation des systèmes judiciaires, des législations au niveau des entités sous-régionales, est un élément clé de la réussite des politiques de sécurité. À ce titre, le programme d'Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS) illustre bien la manière dont l'approche RSS doit s'adapter à ces nouvelles menaces en impliquant les acteurs locaux.

What do you think is the relevance of this concept in the current international context and more particularly in Africa?

Today the SSR approach is more topical than ever. African political leaders have in recent years realised that the models concerning their security forces were not appropriate for dealing with the new threats. They need to be redesigned taking into account the changes in democratisation processes in order to address new conflicts (decrease in confrontations between States, asymmetric warfare, maritime insecurity, terrorism, health crises). The challenge lies in the ability to build security systems that are able to address these globalised threats and to increase cooperation actions with international actors in an innovative way because we are no longer dealing with local security challenges, but "shared threats".

What are the possible ways forward for SSR?

I think that France can decisively contribute to settling differences that continue to define a consensual international normative framework, ensure alignment and coordination of actors and thereby facilitate the implementation of structuring projects on the ground.

Also, this process must be more capable of involving and mobilising the partners concerned. It is particularly important that SSR not be a tool of international and bilateral organisations. It is important to take advantage of the growing awareness of African States that was expressed at the Elysée Summit for Peace and Security in Africa in December 2013 by Heads of State in attendance who were very clear about this necessary reform of security systems.

Moreover, it was noted that faced with threats, African countries could not deal with serious security problems individually and separately. SSR must consider regional and sub-regional cooperation so as to harmonise standards, for example judicial standards, and facilitate the pooling of capacity-building means.

It was also noted that the most appropriate response to the Boko-Haram terrorist threat given the urgency of the situation was to create a common security mechanism in the countries concerned. This was also the case with the problem of border areas: harmonisation of judicial systems, legislation at the level of sub-regional bodies, is key to successful security policies. A good example of how the SSR approach should be adapted to these new threats by involving local actors is the Support for Cross-Border Cooperation in the Sahel (ACTS) programme.



LA RSS ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET PARTENAIRES

La RSS à l'Union africaine : de la théorie à la pratique

Propos recueillis auprès du colonel Patrick Vaglio, conseiller auprès de l'Union africaine (UA)

La décision de développer un cadre d'orientation sur la RSS a été prise en 2008 par l'assemblée des chefs d'État. Ce cadre politique est conçu comme un outil pour la reconstruction post-conflit et s'inscrit dans la lignée des autres instruments relatifs à la paix et la sécurité. Ce document a pour but de guider les États dans la transformation de leurs secteurs de sécurité, de leur permettre d'assurer un contrôle démocratique et une prise en compte des besoins des populations en matière de sécurité et de justice. Approuvé par l'assemblée des chefs d'État en 2013, ce cadre d'action était attendu en raison des nombreux conflits se déroulant sur le continent et comportant une dimension RSS (RCA, Mali, Guinée-Bissau, Madagascar, RDC...).

De la théorie à la pratique

Au-delà de l'aide apportée aux États membres pour s'approprier les processus de RSS, l'UA entend jouer un rôle de conseil et de coordination. Ainsi, sur demande du gouvernement malien, l'organisation a conduit une mission d'évaluation conjointe en novembre 2015. Le but visé était d'avoir une bonne compréhension des défis à relever pour une mise en œuvre effective de la RSS contenue dans l'accord de paix et d'évaluer la capacité pour la mission de l'UA au Mali et au Sahel (MISAHEL) d'améliorer la coopération et la coordination entre les différents acteurs. De la même manière, après sollicitation en juin 2014 par Madagascar, l'UA a conduit une mission conjointe d'évaluation des besoins en RSS, débouchant en octobre dernier sur un séminaire national.

Une volonté d'amplifier les actions de l'UA

Acteurs majeurs de la reconstruction post-conflits, les quatorze bureaux de liaison de l'UA sont chargés du soutien aux actions de consolidation de la paix, dont la RSS est un des principaux piliers. Ces bureaux possèdent actuellement des effectifs limités (de deux à quarante personnes) que l'UA souhaite faire monter en puissance afin de pouvoir amplifier l'aide et l'expertise qu'elle apporte dans le domaine de la RSS. Ainsi, prenant en compte la nécessité d'instaurer une paix et un développement durables dans les pays sortant de conflits, l'UA, s'appuyant sur un cadre politique partagé par les États membres, se donne les moyens d'agir en coordonnateur et en facilitateur pour la mise en place de réelles réformes des systèmes de sécurité de ces pays.

SSR in the African Union: Moving from Theory to Practice

Remarks by Colonel Patrick Vaglio, AU adviser

The decision to develop a SSR policy framework was taken in 2008 by the Assembly of Heads of State. This policy framework is designed to be a tool for post-conflict reconstruction and is in line with other peace and security instruments. This document is meant to guide States in transforming their security sectors so that they can monitor democracy and take account of the security and justice needs of the populations. Approved by the Assembly of Heads of State in 2013, this framework for action was sought because of the many conflicts occurring on the continent including a SSR dimension (Central African Republic, Mali, Guinea Bissau, Democratic Republic of the Congo).

Moving from theory to practice

Beyond the aid provided to its Member States to own SSR processes, the AU intends to play a role of advising and coordinating. Accordingly, upon the request of the Malian government, the AU conducted a joint assessment mission in November 2015. The goal was to have a good understanding of the challenges to overcome to effectively implement SSR contained in the Peace Agreement and to assess the capacity for the AU mission for Mali and the Sahel (MISAHEL) to improve cooperation and coordination between the various stakeholders. Also, upon the request of the Madagascar in June 2014, the AU conducted a joint SSR needs assessment mission resulting in a national seminar last October.

Scaling up AU actions

As leading post-conflict reconstruction stakeholders, the 14 AU liaison offices are responsible for supporting peace-building actions, and SSR is one of the main pillars. These offices currently have a limited number of staff (2 to 40 people) that the AU would like to see increase in order to scale up the aid and expertise it provides in the area of SSR. Therefore, addressing the need to introduce lasting peace and sustainable development in post-conflict countries, the African Union, using the policy framework shared by Member States, needs to act as a coordinator and facilitator to implement real reforms of the security sectors in these countries.



L'approche des Nations unies

Propos recueillis auprès du colonel Christophe Deherre, conseiller militaire à la mission française aux Nations unies (NU)



Après des années d'efforts disparates ponctués de succès relatifs dans différents pays, la réforme des systèmes de sécurité (RSS) s'est conceptualisée dans les années 2000 sous l'impulsion de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2005, l'Union européenne se dote d'un concept de soutien à la RSS dans les États tiers. En 2007, le rapport du Secrétaire général des Nations unies sur la RSS intitulé *Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations unies dans l'appui à la réforme des systèmes de sécurité* donne naissance, au sein du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), à l'unité de la réforme des systèmes de sécurité. Le rôle de cette unité est de soutenir les différentes OMP ayant un mandat de soutien à la RSS.

Si la RSS relève avant tout de la souveraineté nationale pour les États en sortie de crise, des États faibles ou faillis, ces derniers ont souvent besoin d'un soutien à la fois conceptuel, matériel et financier pour mettre en œuvre les réformes et les réorganisations, et mener à bien l'équipement ou la formation des forces de sécurité selon des principes démocratiques, dans le respect des droits de l'Homme, dans afin de développer un État de droit.

Or, dans ces pays, l'ONU est souvent présente, que ce soit au travers de missions politiques spéciales, d'opérations de maintien de la paix, ou de manière plus large, par le biais d'un bureau régional situé à proximité. L'ONU présente également la caractéristique de disposer de l'ensemble des capacités requises pour soutenir un État dans son processus de réforme, sur la totalité du spectre couvert par le terme « secteur/systèmes de sécurité ».

C'est dans le contexte d'une demande croissante de soutien auprès de l'Organisation et d'une présence de plus en plus effective de la RSS dans les mandats des OMP, qu'en 2011, le Conseil de sécurité effectue sa première déclaration présidentielle¹ sur la RSS : il souligne le fait que « l'appui apporté par l'ONU à la réforme des systèmes de sécurité doit s'inscrire dans le cadre plus vaste de la question de l'État de droit et contribuer au renforcement général des activités menées par l'Organisation dans ce domaine, ainsi que dans l'action de plus grande envergure consacrée à la reconstruction et au développement ». À cette occasion, le Conseil de sécurité en appelle aussi à une meilleure coordination de l'ensemble des acteurs du système des Nations unies, afin de rendre plus cohérentes les démarches entreprises.

¹ S/PRST/2011/19 du 12 octobre 2011.

The United Nations Approach

Remarks by Colonel Christophe Deherre, military adviser to the French Mission to the United Nations

After years of many different relatively successful efforts in various countries, security system reform (SSR) was established in the 2000s under the impetus of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). In 2005, the European Union established a concept of supporting SSR in third countries. In 2007, the United Nations Secretary-General's report on SSR entitled "Securing peace and development: the role of the United Nations in supporting security sector reform" gave birth to the security system reform unit in the Department for Peacekeeping Operations (DPKO). The role of this unit is to support the different PKOs with a mandate to support SSR.

Although SSR above all is an issue of national sovereignty for post-conflict States and failed and failing States, which often need conceptual, material and financial support to conduct reforms and reorganisations, and to equip and train security forces according to democratic principles, respecting human rights, with the goal of developing rule of law.

Yet, in these countries, the UN is often present, whether through special political missions, peacekeeping operations, or more broadly, through a regional office situated nearby. The UN also has the characteristic of having at its disposal all of the capabilities required to support the State in its reform process, across the scope of the term "security system".

It is in this context of growing demand for support from the United Nations and a stronger and more effective presence of SSR in the PKO mandates that in 2011, the Security Council issued its first statement by the President¹ on SSR. It stresses the fact that "the United Nations support to security sector reform must take place within a broad framework of the rule of law and should contribute to the overall strengthening of the United Nations rule-of-law activities as well as wider reconstruction and development". On this occasion, the Security Council also called for better coordination with all the United Nations actors to ensure an increasingly coherent approach.



¹ S/PRST/2011/19 of 12 October 2011

Il faut néanmoins attendre l'année 2014 pour que le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une première résolution spécifique à la RSS¹, suite au deuxième rapport du Secrétaire général intitulé *Sécurité des États et des sociétés : renforcer l'appui global apporté par l'Organisation des Nations unies à la réforme des systèmes de sécurité*².

Dans un cadre plus général, la réforme des systèmes de sécurité est également l'objet de réflexions et directives de la part de l'Assemblée générale de l'Organisation. C'est au travers de la 4^e commission et du Comité spécial pour les opérations de maintien de la paix, communément appelé C-34³, que les États membres de l'Organisation posent les principes et recommandent au Secrétariat les mesures à appliquer pour rendre plus efficace le soutien à la RSS offert par l'ONU.

Les travaux et la coordination sont menés au sein d'un groupe de travail interinstitutions, qui regroupe le Secrétariat ainsi que les fonds, institutions et programmes des Nations unies concernés, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Trop souvent assimilée à une simple reconstruction des forces armées, au mieux agrémentée de celle des forces de police, la RSS constitue un réel processus politique, qui nécessite un consensus national et les efforts coordonnés de tous les acteurs. Elle relève également d'une démarche, qui, bien souvent, s'inscrit dans la durée, et au cours de laquelle le risque d'un retour à la violence n'est pas exclu. Souvent coûteux, ce processus nécessite que l'État concerné s'entoure de nombreux partenaires, tels que des organisations régionales ou sous régionales, ou des États apportant du soutien à titre bilatéral ; autant d'acteurs qu'il importe de coordonner en vue de l'efficacité.

Forte de capacités couvrant la totalité du spectre de la RSS, l'ONU est idéalement placée pour apporter du soutien à un État qui en fait la demande, ou pour coordonner ses différents partenaires dans ce domaine.

Sur le terrain, néanmoins, beaucoup reste à faire : l'expertise dans le domaine, notamment francophone, reste rare, la coordination des acteurs demeure faible et l'importance de la RSS en tant que processus politique reste mal appréciée.

La France, notamment à travers les actions de la DCSD, est donc appelée à devenir progressivement un partenaire clé de l'ONU.



It was nevertheless not until 2014 that the Security Council unanimously adopted a first resolution specifically devoted to SSR¹, following the Secretary General's second report entitled "Securing States and societies: strengthening the United Nations comprehensive support to security sector reform"².

In a more general framework, security system reform is also the subject of reflections and directives on the part of the United Nations General Assembly. It is in the 4th Commission and the Special Committee on Peacekeeping Operations, commonly known as C34³, that the United Nations Member States lay down the principles and recommend measures to be applied to the Secretariat to make United Nations SSR support more effective.

Work and coordination are conducted in an inter-institution working group, which groups together the United Nations Secretariat and the funds, institutions and programmes concerned, especially the United Nations Development Programme (UNDP).

Too often considered a simple reconstruction of the armed forces, at best attached to that of the police forces, SSR is a real political process that requires a national consensus and efforts coordinated by all the actors. It is also part of a measure, that quite often is long term and during which the risk of a return to violence cannot be ruled out. Often costly, this process requires that the State concerned solicit the help of a number of partners, such as the regional or sub-regional organisations or the States providing bilateral support: as many actors as necessary to coordinate it effectively.

Possessing many of the capabilities included in the scope of SSR, the UN is ideally situated to provide support to a State that is requesting it, or to coordinate its various partners in this area.

On the ground, however, much remains to be done: there are still not many experts, especially French-speaking ones, in this area. There is not much coordination of actors and the importance of SSR as a policy process is still not very appreciated.

France, especially through DCSD actions, is therefore called upon to progressively become a key partner of the United Nations.

1 Résolution R (2014) 2151 du 28 avril 2014.

2 A/67/970-S/2013/280.

3 Le C-34 est le seul organe des Nations unies chargé d'étudier dans son ensemble toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects, y compris les mesures visant à renforcer la capacité de l'Organisation de conduire des opérations de maintien de la paix. Les recommandations qu'il transmet annuellement au Secrétariat dans son rapport disposent de la légitimité et de la force donnée par le consensus de l'ensemble des États membres de l'organisation.

1 Resolution R (2014) 2151 of 28 April 2014

2 A/67/970-S/2013/280

3 The C34 is the only United Nations body in charge of studying as a whole any issue of peacekeeping operations from every aspect, including measures aiming to build the capacity of the United Nations to conduct peacekeeping missions. The recommendations that it transmits annually to its secretariat in its report have the legitimacy and strength given by the consensus of all the United Nations Member States.

Les programmes de l'Union européenne (UE) relatifs à la RSS

Dès 2003, la « Stratégie européenne de sécurité » adoptée par le Conseil européen prône un renforcement du rôle de l'UE dans les réformes en matière de sécurité. Depuis, l'UE définit la RSS comme l'une de ses priorités pour les relations extérieures, comme l'ont illustré ses communications « Réflexion sur l'appui apporté par la Communauté européenne à la RSS » (2006) ou « Évaluation thématique de l'appui à la réforme des systèmes de sécurité et de la justice » (2012). En 2015, une feuille de route a été définie afin de poser les bases d'une approche européenne renouvelée sur la RSS.

Sur le fond, l'approche européenne définit la RSS comme un processus politique et technique global visant à renforcer l'efficacité et la responsabilité des institutions de sécurité, afin de garantir la sécurité à tous les citoyens, et à remédier aux éventuels déficits de gouvernance du secteur. Le niveau européen est généralement considéré comme un échelon approprié pour soutenir un processus de RSS, dans la mesure où un tel appui requiert à la fois des moyens importants (sur les plans humain, matériel et financier), un dialogue politique constant, et une intervention dans des secteurs parfois multiples. En outre, la RSS permet souvent, dans les contextes de post-conflit ou de post-crise, de faire le lien entre une stabilisation d'urgence et le développement à plus long terme d'un système de sécurité pérenne et respectueux des droits de l'Homme.

L'Union européenne met régulièrement en œuvre ces principes à travers ses opérations civiles ou militaires dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC/CSDP), comme en République démocratique du Congo (RDC) avec EUSEC (formation et conseil sur la composante militaire) ou EUPOL (restructuration des forces de police), au Mali ou en Somalie avec les missions EUTM. Mais c'est aussi dans le cadre de l'Aide européenne au développement que la thématique RSS trouve toute sa résonance, notamment dans les situations de post-conflit, en étant l'une des composantes majeures de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État de droit. Ainsi, la RSS est souvent très présente dans les documents de programmation indicative nationale et régionale, se traduisant par de nombreuses actions de coopération et d'appui à la RSS, comme par exemple, sur le continent africain, en Guinée (police, protection civile), en Côte d'Ivoire (police, justice, DDR), au Bénin (justice), au Cameroun (gestion des frontières) ou au Mali (police, justice).

Dans chaque cas, la cohérence et la complémentarité des instruments de l'UE sont recherchées, tout comme la coordination la plus efficace possible avec les actions des États membres et des autres partenaires au développement.



EU SSR Programmes

In 2003, the European Security Strategy was adopted by the European Council to promote a strengthening of the EU's role in security reforms. Since then, the EU has defined the SSR as one of its priorities for external relations, as can be seen in its communications "A Concept for European Community Support for Security Sector Reform" (2006) and the "Thematic Evaluation of European Commission Support to Justice and Security System Reform" (2012). In 2015, a road map was defined in order to lay the foundations of a new European approach to SSR.

Basically, the European approach defines SSR as a comprehensive policy and technical process aiming to strengthen the effectiveness and responsibility of security institutions in order to ensure the security of all citizens, and rectify the possible governance shortcomings in the sector. The European level is generally considered to be an appropriate level to support the SSR process in that such support requires substantial means (on a human, material and financial level), constant political dialogue and intervention in sometimes multiple sectors. In addition, in post-conflict and post-crisis contexts, SSR establishes a connection between urgent stabilisation and longer-term development of a lasting security system that respects human rights.

The EU regularly implements these principles through its civil and military operations under the Common Security and Defence Policy (CSDP), like in the Democratic Republic of the Congo (DRC) and the EUSEC (training and advising about the military component) or EUPOL (restructuring the police forces), in Mali and in Somalia with EUTM missions. But it is also within the framework of European development aid that the SSR theme is important, especially in post-conflict situations and is one of the major components of building peace and strengthening the rule of law. Therefore, SSR is often mentioned in national and regional indicative programming documents, translating into a number of cooperation and SSR support actions in Africa, Guinea (police, civil protection), Côte d'Ivoire (police, justice, DDR), Benin (justice), Cameroon (border management) and Mali (police, justice).

In every case, coherence and complementarity of EU instruments are sought, along with the most effective coordination as possible with actions of Member States and other development partners.

DCAF: les nouveaux partenariats

Propos recueillis auprès du général (2S) Bernard Bélontrade (DCAF/ISSAT)

Fondation internationale de droit suisse créée il y a plus de quinze ans, le DCAF¹ de Genève a acquis aujourd'hui une stature incontestée en matière de mise en œuvre de la réforme des systèmes de sécurité (RSS)².

De par sa vocation, les conditions de sa création, son mode de financement, le DCAF est par nature une institution qui place le partenariat au centre de ses préoccupations. Qu'il s'agisse des actions de recherche appliquée sur la RSS, des formations qu'elle dispense, des programmes d'assistance technique proposés, tous sont étroitement adaptés aux besoins exprimés par les différents bénéficiaires et au contexte particulier de leur point d'application.

La France est l'un des pays fondateurs du DCAF et l'un de ses membres actifs. On constate cependant qu'elle utilise encore peu, de manière directe, les services de la fondation dans laquelle elle compte pourtant trois experts permanents³.

La France est l'un des rares pays à disposer d'un document de doctrine sur la RSS, établi en 2008. Paradoxalement, cette initiative conceptuelle n'est nullement promue concrètement à l'échelon international, notamment au profit des États avec lesquels elle entretient des liens étroits sur le plan politique et en matière de sécurité. On constate encore en interne un déficit de connaissances sur la RSS⁴ et, même si cela reste anecdotique, un certain scepticisme sur son intérêt à la diffuser.

Des initiatives sont toutefois prises afin de corriger ces insuffisances. Des sessions de formations à la RSS sont en effet organisées tous les ans par la DGM et la DCSD au profit des personnels du MAEDI et des ministères en charge de la sécurité. Des séances de sensibilisation sont également conduites en liaison avec l'IHEDN notamment, dans le cadre des formations européennes. La division *International Security Sector Advisory Team* du DCAF apporte l'expertise nécessaire pour les assurer.

À noter également une initiative récente prise par le MEADI d'analyse de certains projets nationaux touchant à la RSS, mais également régional (ouvrage sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest⁵). S'appuyant sur des actions mises en œuvre par la DCSD, la DGM mais aussi par certaines agences comme Expertise France, CIVIPOL, JCI, l'AFD, ce diagnostic a été confié au DCAF/ISSAT. Il permettra en particulier une valorisation de ces actions et le cas échéant de s'interroger sur la façon de les rendre plus conformes à l'approche RSS et à ses principes directeurs.

Ces différentes actions de coopération entre la France et le DCAF devront être poursuivies, sans doute accentuées dans des domaines comme la recherche sur la RSS, le partage d'information⁶, la promotion du genre mais aussi lors des missions d'évaluation de programmes RSS pour lesquelles le DCAF peut s'intégrer dans les équipes déployées.

DCAF: New Partnerships

Remarks by General (2S) Bernard Bélontrade (DCAF/ISSAT)



An international Swiss law foundation created over 15 years ago, the Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) today has an undeniable role in the implementation of security system reform (SSR)¹.

Given its purpose, the conditions of its creation and its mode of financing, the DCAF is by nature an institution that places partnership at the heart of its concerns. Its actions concerning SSR applied research, the training courses it gives and the technical assistance programmes it proposes are all closely matched to the needs expressed by the various beneficiaries and the particular context of their point of application. France is one of the founding countries of the DCAF and one of its active members. However it can be noted that France still does not directly use the services of the foundation very much in which it has three permanent experts².

France is one of the rare countries to have a document on SSR doctrine drafted in 2008. Paradoxically, this conceptual initiative is not promoted internationally in concrete terms anywhere, especially to the benefit of States with whom it maintains close ties on a political level in the area of security. A shortcoming can again be noted within the DCAF in its knowledge about SSR³ and, even though it remains anecdotal, a certain scepticism about its desire to disseminate it.

Initiatives are however being taken to rectify these shortcomings. SSR training courses are organised every year by the Directorate of Global Affairs (DGM) and DCSD for staff of the Ministry of Foreign Affairs and International Development and ministries in charge of security. Awareness-raising courses are also conducted in liaison with the Institute for Higher National Defence Studies (IHEDN) particularly as part of European training courses. The International Security Sector Advisory Team of the DCAF provides the necessary expertise to lead them.

Also, it is important to note a recent initiative of the Ministry of Foreign Affairs and International Development to analyse certain national SSR projects, but also regional projects (work on the governance of the security sector in West Africa⁴).

Relying on actions implemented by the DCSD, the DGM but also certain agencies such as Expertise France, CIVIPOL, JCI, AFD, this study was given to the DCAF/ISSAT to conduct. It showcased these actions and where appropriate explored how to make them more consistent with the SSR approach and its guidelines.

These various cooperation actions involving France and DCAF should be pursued and be focused on such areas as SSR research, sharing information⁵, promoting gender equality but also during SSR programme evaluation missions for which the DCAF can be part of the teams sent to conduct them.

1 Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées

2 Le terme de « système » est souvent utilisé en lieu et place de « secteur ».

3 Un poste d'ETI vient d'être créé au sein du DCAF/OPS III à compter du 1er janvier 2016.

4 Documents d'information sur la RSS édités par le DCAF : www.ssr-backgrounders.org

5 www.ubiquitypress.com/site/books/detail/20/gouvernance-du-secteur-de-la-securite/

6 www.issat.dcaf.ch

1 The term "system" is often used instead of "sector".

2 An international technical expert position was created in DCAF/OPS III as of January 2016.

3 Information documents on SSR published by DCAF: www.ssr-backgrounders.org

4 www.ubiquitypress.com/site/books/detail/20/gouvernance-du-secteur-de-la-securite/

5 www.issat.dcaf.ch

OIF : les projets RSS dans l'espace francophone

Propos recueillis auprès de M. Georges Nakseu-Nguefang, directeur a.i. de la Direction affaires politiques et gouvernance démocratique

Comme l'ont démontré plusieurs crises récentes, l'irruption des acteurs militaires et de sécurité sur la scène politique constitue toujours l'une des principales menaces pesant sur les processus de démocratisation dans l'espace francophone. À la faveur des engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie¹ et portés par la Secrétaire générale de la francophonie, Mme Michaëlle Jean, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a développé un programme visant en priorité à renforcer la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité. Cette mobilisation répond également à la nécessité de mieux prendre en compte les spécificités des environnements francophones dans la mise en œuvre des actions de soutien à la réforme des systèmes de sécurité (RSS).

Le choix de la Francophonie est avant tout d'éviter les duplications et de se consacrer à des domaines importants mais encore peu soutenus par ses partenaires internationaux. Autour d'une stratégie qui concerne prioritairement les pays en situation de sortie de conflit ou de sortie de crise, l'action de l'OIF a pour objectif d'accompagner les États dans leurs processus de RSS afin que la transparence de ces systèmes soit garantie, et que les forces de sécurité opèrent dans le strict respect de l'État de droit et des droits de l'Homme.

C'est dans cette logique de renforcement du rôle des institutions de l'État de droit que l'OIF initie et soutient, avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), l'organisation de séminaires de sensibilisation pour les parlementaires (Madagascar, République démocratique du Congo) et a récemment réalisé, avec le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), une étude sur les institutions de médiation et d'« ombudsman » pour les Forces armées en Afrique francophone. La co-organisation, en partenariat avec les ministères de l'Intérieur français et ivoirien, d'un séminaire régional sur la réforme des systèmes de sécurité et de justice (Abidjan, 2013), s'inscrivait dans la même démarche. En outre, afin d'assurer l'inclusivité de ces processus en y associant tous les acteurs, l'OIF a soutenu notamment au Mali et en Guinée-Bissau des actions de communication et de sensibilisation du grand public et du secteur des médias. Enfin, l'accent a été mis sur la formation aux droits de l'Homme des forces de sécurité de défense à travers des actions menées conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (Côte d'Ivoire).

Au-delà, cette approche privilégiant la promotion d'une gouvernance responsable, permet aussi d'apporter des éléments de réponse aux défis posés par la menace terroriste dans l'espace francophone.



IOF: SSR Projects in the Francophonie Area

Remarks by Georges Nakseu-Nguefang, interim Head of the Democratic Governance and Political Affairs Directorate



As several recent crises have shown, the irruption of military and security actors on the political stage has always been one of the main threats to the processes of democratisation in the Francophone area. With the commitments taken by the Heads of State and Government of La Francophonie¹, Michaëlle Jean at the International Organisation of La Francophonie has developed a programme targeting as a priority the strengthening of the democratic governance of security systems. This also meets the need to better address the specificities of Francophone environments in the implementation of support to security system reform (SSR).

The choice of La Francophonie is above all to avoid duplication and concentrate on important areas that are still not supported enough by international partners. Using a strategy that mainly focuses on countries in a conflict and post-conflict situation, IOF action aims to assist States in their SSR processes to ensure transparent systems and that security is conducted in strict accordance with the rule of law and human rights.

With strengthening the role of rule-of-law institutions in mind, IOF is initiating and supporting, with the Parliamentary Assembly of La Francophonie, the organisation of awareness-raising seminars for parliamentary members (Madagascar, Democratic Republic of the Congo). It also recently conducted a study with the Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) entitled "Ombuds Institutions for the Armed Forces in Francophone Africa". Along these same lines, in partnership with the French and Ivorian Interior Ministers, a regional seminar on security and justice system reform (Abidjan, 2013) was also organised. Moreover, in order to ensure the inclusiveness of these processes by involving a wide range of actors, the IOF has supported in Mali and in Guinea Bissau, communication and awareness-raising actions targeting the general public and media sectors. Lastly, security and defence forces have been trained in human rights through actions conducted jointly with the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (Côte d'Ivoire).

In addition, this approach centred on promoting responsible governance also provides elements for meeting challenges posed by the terrorist threat in the Francophone area.



¹ Déclarations de Saint-Boniface (2006), de Québec (2008), de Montreux (2010) et de Kinshasa (2012).

¹ Declarations of Saint-Boniface (2006), Québec (2008), Montreux (2010) and Kinshasa (2012)

Douanes et coopération structurelle : des synergies communes

Propos recueillis auprès de M. François Richard, chef de la Délégation aux relations internationales de la DGDDI

Quelle est votre vision sur la RSS et les grands axes d'efforts menés dans ce domaine par votre direction ?

La douane française (DGDDI) a un engagement international soutenu, relayé par un réseau d'attachés douaniers, d'experts techniques internationaux et de personnel détaché dans les organisations internationales. Elle a mis en œuvre en 2015 près de 500 actions de coopération extérieure, en priorité en Afrique subsaharienne et dans la zone de pré-accession à l'Union européenne. Elle développe ce programme de coopération dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle formalisée.

Les missions de la DGDDI la placent naturellement au cœur même de la RSS, touchant notamment à la gouvernance, à l'économie et à la sécurité. Son action s'intègre ainsi dans des projets qui relèvent manifestement du concept de RSS même s'ils n'en revendiquent pas toujours l'appellation.

Pouvez-vous nous parler des projets actuels ou à venir ?

Le positionnement particulier de la douane française lui permet de participer aussi bien à des programmes de gestion intégrée des frontières (ACTS au Liptako Gourma, GIF en Tunisie) et de rétablissement de l'État de droit (FSP RSS en Afghanistan, EULEX au Kosovo) qu'à ceux relatifs au développement économique indispensable à la consolidation d'un État.

Sur ce point, la DGDDI mobilise son expertise et offre des solutions pour sécuriser les recettes fiscales de l'État (serveur informatique d'urgence, hébergement informatique sécurisé de données) et lutter contre la fraude (création de brigades fluviales et de centres de formation).

Le projet ACTS est un exemple concret de synergies communes déployées sur le terrain entre la DCSD et votre expertise métier, pourrions-nous aller encore plus loin dans l'action interministérielle ?

La DGDDI se heurte parfois, comme tous les acteurs de la RSS, à la difficulté d'une évaluation des besoins trop sectorielle qui peine à s'inscrire dans une stratégie globale et cohérente au-delà de la réponse à des besoins immédiats. Pour dépasser cet écueil, elle promeut le dialogue interministériel en France et dans le pays bénéficiaire et poursuit la régionalisation de ses actions.

Encore faut-il que la Douane soit identifiée par les bailleurs et les bénéficiaires comme un acteur incontournable de la RSS. Considérant la variété des domaines d'intervention de la DGDDI, pourquoi ne pas étendre le nombre de coopérants Douane et envisager même la possibilité d'envoyer un conseiller douanier auprès des forces françaises déployées au même titre que les conseillers politiques ou juridiques ?



Customs and Structural Cooperation: Common Synergies

Remarks by François Richard, Head of the Delegation for International Relations DGDDI

What is your vision of SSR and the major thrusts of efforts in this area conducted by your directorate?

French Customs (DGDDI) has been involved internationally for some time as can be seen through its network of customs officers, international technical experts and seconded staff in international organisations. In 2015, it implemented nearly 500 external cooperation actions, as a priority in sub-Saharan Africa and in the European Union pre-accession area. It is developing this cooperation programme as part of the formalised multi-year strategy.

DGDDI missions naturally place this strategy at the very heart of SSR impacting governance, the economy and security. Its action is taken in projects that are consistent with the SSR concept even if they do not always seek that label.

Can you talk to us about current projects or projects to come?

The particular position of French customs helps it to participate both in the integrated border management programmes (ACTS in Liptako Gourma, GIF in Tunisia) and re-establishment of the rule of law (FSP SSR in Afghanistan, EULEX in Kosovo) and those relating to the economic development that is required to build a State.

Concerning this point, the DGDDI is mobilising its expertise and providing solutions to secure government tax revenues (emergency computer server, secure data computer host) and to fight fraud (creation of river brigades and training centres).

The ACTS project is a concrete example of common synergies used in the field between the DCSD and your professional expertise, could we go even further in inter-ministerial action?

Like all the SSR actors, DGDDI sometimes comes up against the problem of a needs assessment that is too sectoral and has trouble adhering to a comprehensive and coherent strategy beyond meeting immediate needs. To deal with it, it promotes inter-ministerial dialogue in France and in the beneficiary country and pursues regionalisation of its actions. Customs would have to be identified by the donors and the beneficiaries as having a main role in SSR. Considering the wide range of areas where the DGDDI takes action, why not increase the number of customs cooperation officers and even consider the possibility of sending a customs adviser to work with deployed French forces as well as political and legal advisers?



RSS ET COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE : L'APPROCHE DE LA DCSD

La France a choisi le vocable de « réformes des systèmes de sécurité » pour signifier sa compréhension particulière d'un concept que son appellation d'origine (*Security Sector Reform*, SSR) semblait impuissante à restituer. Le choix français rejoint celui des autres États francophones, qui souhaitent une approche adaptée à leurs spécificités.

Les travaux de l'Organisation internationale de la Francophonie ont révélé qu'une approche francophone de la RSS émerge dans le foisonnement des pratiques et des cultures¹. Dans le domaine qui est le sien, la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) contribue à mieux identifier cette approche. Trois orientations se dégagent :

- la prise de conscience de l'identité singulière des systèmes de sécurité francophones ;
- la consécration d'une « RSS permanente » se nourrissant de la coopération ;
- une « RSS de l'urgence » qui fonctionne comme un laboratoire d'adaptation des outils de sécurité.

Une conception ambitieuse du service public de la sécurité

Compte tenu de ses origines anglo-saxonnes, la RSS véhicule une conception particulière de l'État et de la société. Héritière des théoriciens du droit naturel, cette conception fait de l'État un arbitre des intérêts particuliers plutôt qu'un organisateur de la société. Dès lors surgit une méfiance à l'égard des instruments du pouvoir (État, armée, police centralisée) qui doivent être tenus à distance par les « contre-pouvoirs » de la société civile.

Très différente est la tradition du droit romano-germanique qui a essaimé dans l'univers francophone. Cette tradition perpétue la conception globalisante de la Cité-État. Police, politique, politesse, même étymologie : la police est l'ordre de la Cité (*Pólis*), son organisation (*Politeia*), ses mœurs policées (*Politus*). Le gouvernement, les préfets, les maires, exercent la police administrative. Son objet est le maintien de l'ordre public, défini comme un « contrôle de foule » au sens le plus large : il inclut aussi bien la prévention des maladies, que la protection des paysages, la circulation routière, le secours, ou encore la protection de la dignité humaine². Point crucial, la police administrative est contrôlée par le juge administratif : le premier contre-pouvoir de l'État, c'est l'État lui-même. Protéger l'ordre public, c'est aussi l'objet de la police judiciaire, placée sous l'autorité du *ministère public*, qui réprime les infractions pénales que la police administrative n'a pas suffi à prévenir. Lorsqu'ils agissent sur le territoire français, tous les corps en uniforme (pompiers, policiers, douaniers, forces armées) sont des forces de police par essence, ils sont la force publique³.

1 Voir à ce sujet : *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Organisation internationale de la francophonie, Paris, 2010. Cet ouvrage constitue l'une des sommes les plus impressionnantes, actuellement disponibles sur le sujet.

2 Conseil d'État, 27 octobre 1995, *Commune de Morsang-sur-Orge*.

3 Art. D1321-3 du Code de la défense : au maintien de l'ordre, les armées font partie de la force publique.

SSR AND SECURITY AND DEFENCE COOPERATION: THE DCSD APPROACH

France choses the term "security system reform" to express its particular understanding of a concept that its original wording "security sector reform" seemed unable to reproduce. The French choice is similar to that of other Francophone States, which would like to use an approach that reflects their specific features.

The work of the International Organisation of La Francophonie has shown that a Francophone SSR approach is emerging in the proliferation of practices and cultures¹. In its field, the Defence and Security Cooperation Directorate (DCSD) helps to better identify this approach. Three directions can be seen:

- Awareness of the singular identity of Francophone security systems;
- The designation of a "permanent SSR" contributing to cooperation;
- "Emergency SSR" that works as a lab for adapting security tools.

An ambitious concept of the public security service

Given its Anglo-Saxon origins, SSR embodies a particular concept of the State and society. Adhering rather to theories of natural law, this concept makes the State a referee of special interests rather than an organiser of society. That is where the distrust of instruments of power stems from (State, armed forces, centralised police) that the civil society (which ensures "checks and balances") must keep at a distance.

The tradition of Roman-Germanic law, which has spread throughout the Francophone world, is very different. This tradition perpetuates a more comprehensive concept of the City-State. Police, policy, courtesy, and even etymology: the police establishes order in the City (*Pólis*), its organisation (*Politeia*), its policed morals (*Politus*).

The government, prefects and mayors carry out administrative policing. The aim is *maintaining public order*, defined as "crowd control" in the broadest sense: it includes disease prevention, prevention of landscape spoilage, road traffic, emergency and rescue services, and even the protection of human dignity². A crucial point to keep in mind is that the administrative police is controlled by administrative judges: the first actor to ensure checks and balances of the State is the State itself. Protecting public order is also the role of the *judicial police*, placed under the authority of the *public prosecutor's office*, which punishes criminal offences that the administrative police is unable to prevent. When they act on French territory, all the uniformed forces (fire fighters, police officers, customs officers, armed forces) are police forces by nature, they are *law enforcement*³.

1 In this regard, see: "*La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*", International Organisation of La Francophonie", Paris, 2010. This report is one of the most impressive summaries that is currently available on this subject.

2 Conseil d'Etat, 27 October 1995, *Morsang-sur-Orge Commune*.

3 Art. D1321-3 of the Defence Code: In maintaining order, armed forces are part of law enforcement.



Peu importe, à cet égard, leur statut civil ou militaire. En terrain francophone, les forces armées assurent des missions de police hors des villes (gendarmeries, gardes nationales des pays sahéliens, garde-côtes militaires).

Elles concourent à la protection des institutions (gardes républicaines et assimilées). Elles mènent des campagnes d'hygiène, de vaccination, construisent des écoles et des routes (Mali, Sénégal, Bénin, Tchad...). Elles assurent des missions de secours : les sapeurs-pompiers restent des corps militaires dans de nombreux pays.

Cette conception unitaire du service public, qui admet la participation des armées à la vie nationale, constitue la grande singularité des systèmes de sécurité francophones. Elle peut être mise au service du développement. Ainsi, avec le soutien de la France, Madagascar, la Guinée, le Tchad, le Burundi ont créé des services civiques d'aide au développement (SCAD) où des jeunes gens désœuvrés se voient offrir des formations professionnelles délivrées par des civils, et une éducation civique par des militaires ; ainsi dotés d'un *savoir-faire* et d'un *savoir-être*, ils disposeront de meilleures chances de réinsertion. Cette approche profite à tous : aux jeunes, qui acquièrent des compétences monnayables ; à l'État, qui dispose d'une ressource temporaire pour conduire de grands chantiers nationaux ; aux employeurs, qui peuvent exprimer des besoins et réduire ainsi les distorsions entre l'offre et la demande d'emploi.

La continuité des approches civiles et militaires de la sécurité permet aussi de développer des projets adaptés aux bassins de criminalité de large étendue. Ainsi le projet Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS) vise à fédérer l'action des forces de sécurité civiles et militaires, ainsi que les institutions judiciaires et les douanes, dans la zone dite des « 3 frontières » (Burkina Faso, Mali, Niger). Il prend en compte les problématiques spécifiques aux populations frontalières et les enjeux du développement des régions concernées. Soutenu par la France, ce projet a vocation à associer les États voisins et à s'intégrer aux stratégies régionales actuelles (ONUDC, UE et CEDEAO, UA, G5 Sahel). D'autres projets sont conçus de la même façon. Ainsi, le projet ASECMAR (appui à la réforme du système de sécurité maritime dans le Golfe de Guinée) s'appuie sur la plus-value attachée au modèle français du préfet maritime, qui est à la fois une autorité de police administrative et une autorité militaire.

Une RSS permanente : la prévention par la coopération

Les États francophones souhaitent inscrire l'amélioration de leurs institutions dans le temps long. Le besoin se fait ressentir de tempérer l'approche dite « holistique » de la RSS, afin qu'elle n'apparaisse pas comme un monolithe qu'il faille accepter ou refuser en bloc : « *L'esprit et les objectifs de la réforme doivent être holistiques [...] c'est [...] dans sa mise en œuvre qu'il convient d'introduire une approche sectorielle* »¹.

¹ Cité dans : *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Organisation internationale de la Francophonie, Paris, 2010, p. 267.

In this respect, it does not matter whether they have civil or military status. In the Francophone area, armed forces ensure police missions outside of cities (gendarmeries, national guards in Sahel counties, military coast guards).

They assist in protecting institutions (Republican and similar guards). They carry out health and vaccination campaigns and build schools and roads (Mali, Senegal, Benin, Chad). They ensure emergency and rescue missions: fire brigades are military corps in many countries.

This unitary concept of public service, which enables the armed forces to participate in national life, is a very strong singularity of Francophone security systems. It can serve development. Accordingly, with support from France, Madagascar, Guinea, Chad and Burundi have created a civic service for development aid (SCAD) in which young unemployed people are given vocational training by civilians, and civic education by members of the military. These young people will have better chances of incorporating into the workforce with the know-how and life skills they acquire. This approach benefits everyone: young people, who acquire valuable skills; the State, which has a temporary resource to conduct major national projects; and employers, who can express their needs and thereby reduce labour market distortions between supply and demand.



The continuity of civil and military security approaches makes it possible to develop projects that are adapted to the broad crime areas. The Support for Cross-Border Cooperation in the Sahel (ACTS) project aims to federate the action of civil and military security forces, as well as judicial institutions and customs, in the area known as the "three borders area" (Burkina Faso, Mali, Niger). It takes into account the specific problems of border populations and development concerns of the regions concerned. Supported by France, this project intends to involve neighbouring States and be included in current regional strategies (UNODC, EU and ECOWAS, AU, G5 Sahel). Other projects are designed with the same purpose in mind. The Support to the Maritime Security System Reform (ASECMAR) project is based on the added value attached to the French model of the maritime prefect, who is both an administrative police authority and a military authority.

A permanent SSR: prevention through cooperation

Francophone States would like to include the improvement of their institutions over the long term. The need was felt to moderate the "holistic" approach of SSR, so that it does not seem like a single bloc that must be accepted or refused as a whole: "The idea and the objectives of the reform must be holistic [...] it is [...] in its implementation that a sectoral approach should be introduced"¹.

¹ Mentioned in "*La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*", International Organisation of La Francophonie", Paris, 2010, page 267.

DOSSIER : réforme des systèmes de sécurité

La DCSD s'efforce de répondre à ce besoin de flexibilité. Active auprès de 143 organisations ou pays dans le monde, la DCSD soutient des administrations partenaires qui s'inscrivent, *de facto*, dans une démarche de RSS sans toujours l'assumer. La DCSD déploie des conseillers auprès des chefs d'état-major et directeurs généraux des forces de sécurité africaines. Nombre d'entre eux ont engagé des réformes d'envergure dans la durée, sans aucune pression internationale.

Les quatorze écoles nationales à vocation régionale sont l'épine dorsale de ce dispositif. Réparties dans plusieurs pays d'Afrique francophone subsaharienne, elles offrent aux membres des forces de sécurité africaines des formations couvrant tout le spectre¹ des compétences régaliennes de sécurité, des tâches d'exécution aux formations universitaires et stratégiques. Elles forment 1 500 stagiaires par an, regroupés en promotions multinationales. En y ajoutant l'ensemble des formations impulsées par la DCSD, ce sont au total 65 000 policiers, gendarmes, soldats, marins, aviateurs, pompiers, infirmiers, techniciens, cadres de haut niveau qui sont formés chaque année avec le soutien français. Fonctionnant comme un « Erasmus » militaire et policier, cette coopération diffuse une même conception du service public où les compétences sectorielles trouvent leur articulation. Les nombreuses formations relatives à la déontologie, au droit international humanitaire, à la mise en œuvre des politiques d'égalité hommes/femmes, aux techniques du maintien de la paix, contribuent à la propagation d'une culture démocratique sans laquelle l'approche dite « holistique » ne serait qu'une proclamation.

RSS de l'urgence : une réponse immédiate aux vides sécuritaires

Les conflits actuels soulignent le « risque de la faiblesse » : l'insécurité, le terrorisme, la criminalité se nourrissent des situations où l'État est absent. Tous les conflits actuels sont des guerres civiles² : ce n'est plus la puissance des États qui semble la cause majeure des conflits, mais leur affaiblissement. Lorsque le chaos est durable s'installe un vide sécuritaire : dans le silence des armes prospèrent les crimes, les pillages, les violences. Le *continuum* des solutions du temps de paix, de crise et de guerre devient le nouvel horizon du maintien de la paix.

Compte tenu de leur conception globale de la force publique, les États francophones sont des acteurs imaginatifs de cette évolution. Les recettes éprouvées dans la crise sont les modèles de demain : on ne peut pas les « désinventer ». C'est peut-être cette dose de réalisme qui constitue l'angle mort de l'approche actuelle de la RSS : le droit encadre la force mais ne la structure pas. De l'urgence naissent de nouvelles structures qui appelleront de nouveaux cadres. On retrouve ici l'intuition de Pascal : « *Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fut juste.* » C'est en ce sens qu'il existe une « RSS de l'urgence », où l'expérience des crises nourrit l'adaptation des outils aux crises futures.

1 Une école de police judiciaire, anciennement au Bénin, sera recréée dans un autre pays.

2 À l'exception de la guerre entre les deux Corées (guerre du Crabe). Le conflit au Soudan, ayant empêché la scission légale du pays, reste un conflit intérieur.



The DCSD is seeking to meet this need of flexibility. Working in 143 organisations and countries in the world, the DCSD supports partner administrations that are actually taking a SSR approach without always acknowledging it. The DCSD sends advisers to work with chiefs of staff and directors-general of African security forces. A number of them have undertaken extensive reforms over the long term without any international pressure.

The 14 Regionally Oriented National Schools are the backbone of this programme. Spread over several sub-Saharan African Francophone countries, they offer members of the African security forces training programmes covering the range¹ of sovereign security skills and implementing tasks in university and strategic training courses. They train 1,500 students a year, grouped together in multinational classes. Together with all the training courses driven by the DCSD, there are a total of 65,000 police officers, gendarmes, soldiers, navy members, pilots, fire fighters, nurses, technicians and senior officers that are trained every year with French support. Working as a sort of military and police Erasmus, this cooperation spreads a same idea of public service where sectoral skills can be coordinated. Many training courses on work ethics, international humanitarian law, the implementation of gender-equality policies and peacekeeping techniques contribute to the spread of a democratic culture without which the "holistic" approach would only be empty words.

Emergency SSR: an immediate response to security vacuums

Current conflicts underline the "risk of weakness": insecurity, terrorism and crime proliferate in situations in which the State is absent. All current conflicts are civil wars²: it is no longer the power of the States that seems to be the major cause of conflicts, but their weakening. When chaos reigns over time, a security vacuum occurs: in the silence of arms, crimes, looting and violence erupt. The continuum of solutions in times of peace, crisis and war becomes a new future for peacekeeping.

Given their overall understanding of law enforcement, Francophone States are imaginative stakeholders in this shift. The tried-and-tested measures in crisis are models for the future: we cannot "un-invent". It is maybe this dose of realism that is the blind spot of the current SSR approach: the law governs law enforcement but does not structure it. From this urgent need, new structures are born that will call for new frameworks. We can see here the intuition of Pascal: "Unable to make what is just strong, one made what is strong just". This is why there is emergency SSR in which the experience of crises helps to adapt tools to future crises.

1 A judicial police school, formerly in Benin, will be recreated in another country.

2 With the exception of the war between the two Koreas (Crab War). The conflict in Sudan, before preventing the legal division of the country, remains an internal conflict.

Stage RSS à Bamako du 1er au 5 juin 2015

Dans le souci de développer sa propre expertise et celle des acteurs francophones, le MAEDI a appuyé un cours avancé sur la réforme des systèmes de sécurité (RSS) à Bamako, en collaboration avec l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) du Centre de contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF).

Vingt-cinq auditeurs tous francophones (dont sept Français) ont participé à cette formation ; la plupart destinés ou déjà en charge d'actions de soutien dans le domaine de la RSS : cadres de la MINUSMA, de EUTM, de la MINUSCA, de la MONUC, du Mali, de Guinée, de RCI, etc. en charge de programmes nationaux.



Le cours visait notamment à mettre en évidence la nécessité d'une forte implication politique, d'une bonne gouvernance, d'une coordination entre acteurs pour initier et conduire toute entreprise de RSS.

En effet face aux multiples acteurs qui empilent des politiques de RSS, la nécessité de coordination est évidente mais sa mise en œuvre efficace (en théorie par l'ONU et le pays bénéficiaire) le semble beaucoup moins.

La formation a permis à certains stagiaires de présenter leur retour d'expérience, contribuant ainsi à des échanges productifs entre les participants pour identifier les principaux enseignements tirés de projets concrets. Les Ivoiriens ont notamment souligné l'importance de disposer de forces armées solides et efficaces propres à lutter contre les nouvelles menaces intérieures comme extérieures qui se jouent des notions de frontières.

Des débats vifs et passionnés autour des approches différentes concernant le périmètre des piliers régaliens, ont montré que la RSS doit s'adapter aux particularités locales, et respecter les spécificités des pays d'héritage géoculturel francophone (droit romain basé sur le code, force publique centralisée sans séparation des compétences militaires et policières etc.), dans l'esprit du séminaire de Lomé organisé par l'OIF en 2009.

En fin de stage le MAEDI (DGM et DCSD) a présenté la vision française de la RSS et la contribution de la coopération à cette dernière.

De longue date, la France pratique une coopération opérationnelle tendant à perfectionner les schémas d'organisation et d'emploi des contingents africains en vue des opérations de soutien à la paix (MINUSMA, MINUSCA, AMISOM, etc.). Les armées francophones ont également développé une coopération en opération où les forces intervenantes échangent les capacités et les expertises qui leur font défaut : ainsi la France a contribué à la formation de la MINUSMA dans le traitement des engins explosifs.

SSR Training Course in Bamako from 1 to 5 June 2015

In order to develop its own expertise and that of Francophone stakeholders, the Ministry of Foreign Affairs and International Development supports an advanced course on security system reform (SSR) in Bamako, in collaboration with the International Security Sector Advisory Team (ISSAT) of the Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF).

Twenty-five auditors (all French-speaking and seven of whom were French) took part in this training course. Most participants were going to be or already were in charge of support actions in the area of SSR: officials working in MINUSMA, EUTM, MINUSCA, MONUSCO, Mali, Guinea and Côte d'Ivoire in charge of national programmes.

The course aimed to highlight the need for strong political involvement, good governance and coordination between actors to initiate and conduct all SSR undertaken.

Given the large number of participants involved in SSR, the need for coordination is clear but its effective implementation (in theory by the UN and the beneficiary country) seems much less so.

The training course was an opportunity for some trainees to give their feedback contributing to productive exchanges between participants to identify the main lessons learned from concrete projects. For example, participants from Côte d'Ivoire stressed the importance of having their own solid and effective armed forces to fight the new internal and external threats ignoring the notions of borders.

The lively and passionate debates of different approaches concerning the perimeter of sovereign pillars have shown that SSR must be adapted to local particular features, and respect specificities in countries of Francophone geo-cultural heritage (Roman laws based on code, centralised law enforcement without a separation of military and police skills) along the lines of the seminar in Lomé organised by the IOF in 2009.

At the end of the training course, the Ministry of Foreign Affairs and International Development (DGM and DCSD) presented France's vision of SSR and the contribution of cooperation to it.

For a long time, France has conducted *operational cooperation* to help firm up schemes for organising and employing African contin-



gents with a view to peace support operations (MINUSMA, MINUSCA, AMISOM, etc.). Francophone armed forces have also developed *operating cooperation* in which intervening forces are sharing capabilities and expertise that they are missing: with this in mind, France contributed to the training course of MINUSMA on dealing with explosive devices.



Les gendarmeries francophones développent des unités de police dites « robustes » projetables au sein d'une opération militaire au plus tôt de la crise afin d'assurer la protection immédiate des populations. Elles remplacent puis régénèrent les forces locales défaillantes pour lutter contre les pillages, les exactions, les trafics, les crimes, protéger les frontières, surveiller les prisons, escorter des autorités, etc. Adoptée par l'OTAN et l'Union européenne¹, cette approche a également donné lieu à la création en 2004 de la force de gendarmerie européenne actuellement engagée en République centrafricaine. En 2014, le Cameroun a conduit, dans le cadre du programme *European Police Services Training* un entraînement au profit de quinze pays d'Afrique francophone visant à diffuser plus largement cette approche.

Plus singulièrement, les forces armées francophones ont développé des capacités susceptibles de concourir à la justice pénale internationale. Dispensées par la gendarmerie du Bénin avec le soutien de la France entre 2008 et 2014, les formations des unités judiciaires pour la sécurité intérieure et le maintien de la paix (UJSIMP) donnent à la Force africaine, en attente, les moyens d'enquêter sur les violations du droit international humanitaire comme les génocides, les crimes contre l'humanité et les violations des lois et coutumes de guerre, sous mandat des juridictions pénales internationales conformément aux standards ONU agréés par l'Union africaine. Dans les zones de guerre où l'intervention de magistrats ou de médecins légistes est difficile, elles sont en mesure de procéder à des investigations transverses. Militaires par leur organisation mais civiles dans leur fonction, les UJSIMP peuvent renforcer les commissions internationales de l'ONU, et se déployer en zone de crise pour former des noyaux autour desquels pourraient être agrégés d'autres enquêteurs nationaux ou étrangers, requis en l'espèce pour les besoins de l'enquête.

Ces exemples esquissent quelques linéaments d'une approche francophone de la RSS, fondée sur l'héritage d'un modèle commun, adaptée aux défis à venir, consciente de ses propres richesses. Plus de 200 millions de personnes dans le monde utilisent quotidiennement la langue française. Elles seront 750 millions en 2050. Née d'une expérience partagée, l'approche francophone de la RSS cherche encore son concept. L'enjeu est de taille : il s'agit de conforter la place de l'État dans sa mission fondamentale de protection des populations et des libertés.

1 L'OTAN a retenu la notion de *Military Specialized Units* (MSU), bataillons à quatre compagnies de type carabiniers/gendarmerie, centrés sur l'environnement des opérations militaires. L'Union européenne a développé le concept d'*Integrated Police Units* (IPU), unités de niveau peloton au sein des missions police de l'UE, déployées sur le terrain en soutien des polices locales, avec unités d'intervention au plan central. Contrairement aux MSU, elles sont très centrées sur l'approche globale de la gestion de crise.

French gen-
developing
units that
deployed in
tion as early
crisis breaks out
immediate protection of



darmeries are
"robust" police
are able to be
a military opera-
as possible when a
to ensure the imme-

mediate protection of populations. They replace then regenerate failing local forces to fight looting, atrocities, trafficking and crimes, to protect borders, guard prisons and escort authorities. Adopted by NATO and the European Union¹, this approach has also resulted in the creation in 2004 of the European gendarmerie force currently working in the Central African Republic. In 2014, Cameroon conducted as part of the European Police Services Training Programme a training course for 15 Francophone African countries aiming to use this approach more widely.

More singularly, the Francophone armed forces developed capabilities that could contribute to international criminal justice. Given by the gendarmerie in Benin with France's support from 2008 to 2014, the Judicial Units for Internal Security and Peacekeeping (UJSIMP) training courses provide the African Standby Force the means to investigate violations of international humanitarian law such as genocide, crimes against humanity and violations of laws and war customs, under the mandate of international criminal courts in accordance with UN standards approved by the African Union. In the war zones where the intervention of magistrates and forensic experts is difficult, they are able to conduct cross-cutting investigations. Military in terms of their organisation but civilian in their duties, the UJSIMP can strengthen UN international committees and be deployed in crisis areas to train core people around which other national or foreign investigators who are required in the particular case for the purposes of the investigation can be grouped.

These examples shape a few main lines for a Francophone SSR approach, based on an inherited common knowledge, adapted to the challenges to come, aware of its own assets. More than 200 million people in the world use the French language on a daily basis. They will number 750 million by 2050. Emerging from a shared experience, the Francophone SSR approach seeks yet another concept. The challenge is huge: support the role of the State in its fundamental mission of protecting peoples and freedoms.



1 NATO chose the idea of Multinational Specialized Units (MSU), battalions made up of four companies of police-customs officers/gendarmes, focused on the environment of military operations. The European Union developed the concept of Integrated Police Units (IPU), units made up of squads in EU police missions, deployed on the ground to support local police, with units intervening at central level. As opposed to MSU, they are extremely focused on a comprehensive approach to crisis management.

Afghanistan : FSP « Soutien à la réforme des systèmes de sécurité »

Grâce au dynamisme de ses experts et à l'image positive du modèle français en Afghanistan, ce projet a pu être le moteur d'un grand nombre d'initiatives ayant contribué à la professionnalisation des institutions constituant la chaîne de l'État de droit en Afghanistan. Le projet présentait l'originalité de faire travailler ensemble des coopérants de sécurité, de défense et d'aide au développement (gouvernance).

Le projet FSP « Soutien à la réforme des systèmes de sécurité en Afghanistan » (3,2 M€, 2010-2014) a eu pour objectif le renforcement de la sécurité intérieure, la consolidation de l'État de droit et l'amélioration des relations entre les institutions étatiques et la population en Afghanistan. Il s'est inscrit dans la volonté d'accroître la coopération française avec l'Afghanistan, illustrée par l'existence d'un traité d'amitié et de coopération signé par les présidents français et afghan le 27 janvier 2012 à Paris. Les activités du projet ont été réalisées dans le cadre de deux composantes : « appui à la sécurité », mis en œuvre par un commandant de police Expert technique international (ETI) et un coopérant de la gendarmerie nationale ; « renforcement de l'État de droit », piloté par un ETI magistrat chef de projet.

La composante « appui à la sécurité »

Ce premier volet a ciblé plusieurs domaines d'intervention : lutte contre le trafic de stupéfiants ; appui au laboratoire de police scientifique de Kaboul ; soutien à la brigade des mineurs ; lutte contre la fraude documentaire ; création d'un service de protection des hautes personnalités ; lutte contre le terrorisme et renseignement, etc. Les activités entreprises ont été concrétisées par des formations (en Afghanistan et en France à travers des visites d'étude), par un soutien à la construction/réhabilitation de bâtiments et de dons d'équipements.

La construction du bâtiment de l'Académie de police anti-drogue a ainsi bénéficié du concours du projet et est désormais souvent appelé *French building* par les autorités afghanes. En matière de formation (un des axes forts du projet, très apprécié des autorités afghanes), ce sont plusieurs milliers de policiers qui ont été instruits sur des thématiques pratiques et variées, telles que la connaissance des produits stupéfiants et des produits techniques de surveillance, la prise en charge et l'audition des mineurs victimes et délinquants, la sûreté aérienne et aéroportuaire, ainsi que la gestion démocratique des foules. Un des résultats de ces activités de formation a été une efficacité accrue des commandants de peloton d'intervention de l'*Afghan National Civil Order Police* (ANCOP), l'équivalent afghan de la gendarmerie mobile et la création d'un centre national d'entraînement au sein de cette unité spéciale.



Afghanistan: "Support for Security System Reform" Priority Solidarity Fund

Thanks to the energy of its experts and the positive image of the French model in Afghanistan, this project was able to drive a large number of initiatives that have contributed to the professionalisation of institutions constituting the rule-of-law chain in Afghanistan. The project was unique in how it involved the work of all its security, defence and development assistance cooperation officers (governance).

The "Support for Security System Reform in Afghanistan" Priority Solidarity Fund project (€3.2 million, 2010-2014) aimed to strengthen internal security, build the rule of law and improve relations between State institutions and the population in Afghanistan. It reflects the desire to increase French cooperation with Afghanistan, seen through the Friendship and Cooperation Treaty signed by the French and Afghan presidents on 27 January 2012 in Paris. The activities of the project were conducted within the framework of two components: "Support for security", implemented by a police commander international technical expert (ETI) and a national gendarmerie cooperation officer; "Strengthening the rule of law", piloted by an ETI magistrate project leader.

The "security support" component

This first component targeted several areas of intervention: the fight against drug trafficking; support for the police forensic laboratory in Kabul; support for the minors' brigade; fight against documentary fraud; creation of a VIP protection service; combating terrorism and intelligence. Activities undertaken were given concrete expression through training courses (in Afghanistan and in France with foreign exchange programmes) through support to the construction and restoration of buildings and donations of equipment.

The building of the anti-drug police academy building thus received assistance from the project and is now often called the French building by Afghan authorities. When it comes to training (one of the thrusts of the project that is very much appreciated by Afghan authorities), several thousands of police officers were trained on a wide range of practical themes, including knowledge about drug products and surveillance technical projects, interviewing minor victims and criminals, air and airport security, as well as democratic crowd management. One of the results of these training activities was more effective platoon commanders of the Afghan National Civil Order Police (ANCOP), the Afghan equivalent to a mobile gendarmerie, and the creation of a national training centre within this special unit.

De même, la formation des policiers à la prise en charge des mineurs (en partenariat avec l'ONG suisse Terre des Hommes) et à la gestion démocratique des foules a contribué à un meilleur respect des règles et des principes de l'État de droit, faisant ainsi le lien avec la deuxième composante du projet.

La composante «renforcement de l'État de droit»

L'ambition a été de couvrir l'ensemble du spectre de ce qui compose la mise en place d'un État de droit en Afghanistan, en y apportant un soutien technique et matériel : de l'élaboration et l'adoption de la loi (ministère de la Justice et Parlement) jusqu'à son application (bureau du procureur général, barreau, Cour suprême, Commission de surveillance et d'application de la Constitution), en passant par la formation de juristes dans les universités (faculté de droit) et l'accès à la justice des personnes vulnérables (femmes et enfants).

La coopération avec le Parlement fut la modalité première de la mise en œuvre de cette composante. L'ETI magistrat et chef de projet y a disposé d'un bureau et y a proposé en permanence son soutien, tant aux fonctionnaires qu'aux parlementaires des deux chambres (Wolesi Jirga et Mechrano Jirga) : expertise juridique, dons d'ouvrages et de matériels, missions d'experts de l'Assemblée nationale française en Afghanistan, visites de parlementaires et de fonctionnaires afghans en France, cours de droit et de français, etc. Cette présence française au Parlement est ancienne, appréciée et sollicitée. Elle a contribué à l'enracinement de la culture démocratique et du recours à l'expertise dans une institution importante et en pleine évolution.

La coopération judiciaire a constitué le deuxième axe d'action de la composante : elle s'est traduite essentiellement par la prise en charge chaque année d'un semestre de l'école de formation initiale des magistrats du siège. Des formations dans le domaine de la légistique ont pu être organisées tant en France qu'en Afghanistan, au profit des fonctionnaires du ministère de la Justice. Enfin, un accord de coopération entre les barreaux afghan et français a été conclu en 2013, grâce à l'aide du projet qui a par ailleurs initié des stages réguliers d'avocats afghans en cabinets en France.

La coopération universitaire dans le domaine du droit avec les universités de Kaboul et d'Hérat (cours de français proposés dans les *curricula* des étudiants, financement de formations linguistiques en France) a constitué le dernier axe de la composante. Des juristes afghans francophones d'un très bon niveau sont dorénavant insérés dans les administrations afghanes et pourront concourir au rayonnement du droit de tradition civiliste.



Likewise, the training of police officers in handling minors (in partnership with the Swiss NGO Terre des Hommes) and democratic crowd management contributed to better adherence to regulations and the principles of the rule of law, thereby making the connection with the second component of the project.

The “strengthening the rule of law” component

The aim was to cover the entire range of what establishing the rule of law entails in Afghanistan, by providing technical and material support to this country: from drafting and adopting laws (Justice Ministry and Parliament) to applying them (public prosecutor's office, law association, Supreme Court, Independent Commission for Overseeing the Implementation of the Constitution), through the training of legal experts in universities (law school) and providing vulnerable people with access to justice (women and children).

Cooperation with the Parliament was the main means used to implement this component. The international technical expert magistrate and project leader had an office in Afghanistan and constantly offered his support, both to civil servants and parliament member of the two chambers (Wolesi Jirga and Mechrano Jirga): legal expertise, donations of books and materials, expert missions of the French National Assembly in Afghanistan, visits of Afghan parliament members and civil servants to France, law and French courses, etc. This French presence in the Parliament is longstanding, appreciated and requested. It has helped to establish a democratic culture and use of expertise in an important ever-changing institution.

Judicial cooperation is the second area of action of the component: it is basically translated into covering every year a semester in the initial training school of magistrates in the headquarters. Training courses in the area of legislative drafting were organized in France and in Afghanistan for civil servants of the Justice Ministry. Lastly, a cooperation agreement between Afghan and French members of law associations was concluded in 2013, with the assistance of a project that has initiated regular training courses for Afghan lawyers in French law firms.

University cooperation in the area of law with the universities of Kabul and Herat (French courses offered in the *curricula* of students, funding of language training courses in France) was the last area of this component. French-speaking Afghan legal experts with a high level are now being incorporated into Afghan administrations and could help spread the civil law.

La RSS en RCI : l'expertise au plus près du partenaire

Propos recueillis auprès du colonel François Audy, conseiller auprès du ministre en charge de la Défense



La réforme des systèmes de sécurité (RSS) est l'un des piliers du développement en Côte d'Ivoire : « *L'émergence se construit dans la paix, la sécurité, le dialogue et la cohésion sociale.* » (Président Ouattara).

Dix années de crise ont dévasté ce secteur de la sécurité et mis à mal la cohésion sociale. Volontaire mais ralentie par la délicate gestion de la

réconciliation, la Côte d'Ivoire recherche des partenaires externes, notamment par le biais de la coopération structurale.

En ciblant le conseil de haut niveau, la France répond aux attentes du partenaire ivoirien, en proposant de nouvelles alternatives en matière d'organisation, de structuration et d'équipement des forces de défense. Placé auprès d'un ministre très à l'écoute, le coopérant est en mesure de conseiller l'autorité politique dans ses choix stratégiques en matière de coopération.

Les textes récemment validés (loi de programmation militaire, loi portant organisation de la défense, Code de la fonction militaire) sont le fruit de réflexions auxquelles ont été associés dès la genèse les conseillers français auprès de la présidence, puis du ministre de la Défense.

L'engagement du ministre de la Défense dans le projet de l'Académie des métiers de l'air d'Abidjan, appuyé par le conseiller air, atteste d'une réelle capacité d'appropriation, susceptible de promouvoir une diplomatie économique accrue, par la présence d'industriels français dans le paysage aéronautique ivoirien. La création d'un Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) et du Centre régional de sécurité maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO) appuyé par la CEDEAO, ainsi que l'acquisition de trois patrouilleurs, relèvent de cette même dynamique.

Dans le domaine de la formation militaire, les conseils pédagogiques au sein de l'école de formation des officiers et le projet d'appui à la formation des 8 400 soldats nommés sous-officiers, aideront la Côte d'Ivoire à se doter d'un encadrement militaire formé et respectueux des principes de l'État de droit. Quant à l'appui à la création du Centre interarmées de formation initiale des militaires (CIFIM) de Séguéla et au projet du Service civique d'action pour l'emploi et le développement, ils contribuent à l'intégration pacifique des ex-combattants au sein des forces armées.

Consciente de son devoir de réformer en profondeur la gestion des ressources humaines de ses forces armées, la Côte d'Ivoire doit prendre en considération des « forces telluriques » qui échappent parfois à l'occidental pressé. Pour autant, le partenaire ivoirien reste sensible aux orientations proposées par la France, reconnaissant ainsi l'expertise des conseillers français eux-mêmes soucieux de répondre aux attentes de la Côte d'Ivoire.

SSR in Côte d'Ivoire: Expertise as Close to the Partner as Possible

Remarks by Colonel François Audy, adviser to the Defence Minister

Security system reform (SSR) is one of the development pillars in Côte d'Ivoire: "emergence is built in peace, security, dialogue and social cohesion" (President Ouattara).

Ten years of crisis have devastated this security sector and made social cohesion difficult. Voluntary but slowed by the sensitive issue of managing reconciliation, Côte d'Ivoire is seeking external partners, particularly through structural cooperation.

Providing high-level advice, France is meeting the expectations of its Ivorian partner by proposing new alternatives in terms of organisation, structuring and equipping defence forces. Placed in a very responsive ministry, the cooperation officer is able to advise the political authority in political choices when it comes to cooperation.

Recently validated texts (military programming law, law on the organisation of defence, code of the military function) are the fruit of discussions in which, from the outset, French advisers to the president and of the defence minister were involved.



The commitment of the defence minister in the project of the academy of air professions of Abidjan, supported by the air adviser, is proof of a real capacity for ownership, able to promote more economic diplomacy, by the presence of French industrialists in the Ivorian aeronautics landscape. The Institute of Inter-regional Maritime Security Institute (ISMI) and the Regional Coordination Centre for Maritime Security in Western Africa (CRESMAO) supported by ECOWAS were created, and three patrol boats were acquired from the same momentum.

In the area of military training, pedagogical advice in the officer training school and the support project for the training of 8,400 soldiers appointed to non-commissioned officers will help Côte d'Ivoire acquire military supervision that is trained and consistent with the principles of the rule of law. Regarding support for the creation of the Joint Staff Centre for Military Initial Training (CIFIM) of Séguéla and the project of the Civil Service of Action for Employment and Development, they contribute to the peaceful incorporation of former fighters into the armed forces.

Aware of its duty to overhaul the management of human resources of its armed forces, Côte d'Ivoire must take into consideration "ground forces" that sometimes are overlooked by Western parties pressed for time. Yet Côte d'Ivoire remains sensitive to the guidelines put forward by France, thereby recognising the expertise of French advisers who seek to meet the expectations of Côte d'Ivoire.

L'École nationale à vocation régionale (ENVR) : un pôle de RSS permanente

Propos recueillis auprès du lieutenant-colonel Michaël Gense, directeur des études à l'EAI de Thiès



« Former ou perfectionner des cadres aux techniques de l'infanterie, aptes d'emblée à être engagés en opération dans un environnement interarmes et multinational » telle est la lettre de mission initiale de l'École d'application de l'Infanterie (EAI) de Thiès au Sénégal. Il s'agit donc de

contribuer à renforcer les aptitudes opérationnelles des forces armées africaines portant l'effort sur leurs jeunes officiers à travers des cycles de formation calqués sur les standards français mais adaptés aux réalités opérationnelles locales. Son objectif est de former des jeunes officiers prêts à s'engager au combat sur les théâtres d'opération. Elle entend ainsi répondre tout particulièrement à la menace sécuritaire qui touche le continent africain, mais également l'Europe.

École nationale à vocation régionale depuis l'an 2000, l'EAI a ainsi formé 1 300 officiers venant de vingt-sept pays différents du continent africain. Au-delà de la formation, l'EAI permet de tisser des liens d'amitié et fraternité entre les officiers stagiaires et s'affirme comme un vecteur robuste de standardisation des procédures et de renforcement de l'interopérabilité des armées africaines, s'inscrivant ainsi dans le cadre des principes fondamentaux liés à la réforme des systèmes de sécurité (RSS).

Les lieutenants et les capitaines bénéficient respectivement de quarante-deux et de vingt semaines de formation. Ce long processus de formation est unique. La durée des stages permet un apprentissage en profondeur de connaissances tactiques variées (combat débarqué et embarqué, contre-insurrection, combat en zone urbaine...) et de techniques spécifiques (lutte contre les IED, instruction sur le tir de combat, sauvetage de combat...).

Outil mature et unanimement reconnu en Afrique, l'EAI a entamé un virage important dans son offre de formation depuis peu. En sus des formations d'infanterie, elle propose désormais des formations dans le domaine des blindés, et d'ici peu des formations relevant de la spécialité du génie combat. Cette première étape sera vraisemblablement suivie, à partir de 2017, par une nouvelle augmentation significative de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des armées africaines. Dans ce cadre, elle bénéficie d'un soutien inconditionnel de la part de la hiérarchie militaire sénégalaise et suscite l'intérêt grandissant d'autres partenaires de la coopération militaire internationale.

Les efforts menés pour donner à l'EAI un relief plus important pourrait conduire celle-ci à terme vers une véritable école de la mêlée ouest-africaine, sinon africaine. Comme les autres ENVR, l'EAI de Thiès contribue ainsi au renforcement des capacités des forces africaines, l'un des piliers de la réforme des systèmes de sécurité.

Regionally Oriented National School (ENVR): a Hub for Permanent SSR

Remarks by the Lieutenant-Colonel Michaël Gense, Director of Studies at the Infantry Application School in Thiès

"Providing initial or advanced training for officials in infantry techniques, which from the outset are able to be used in a multinational and joint staff environment" is the initial mission statement for the Infantry Application School (EAI) in Thiès in Senegal. This means helping to strengthen the operational skills of the African armed forces by focusing on their young officers with training cycles modelled after the French standards but adapted to the local operational realities. Its aim is to train young officers ready to engage in combat in theatres of operation. It intends to respond to the security threat affecting Africa in particular, but also Europe.

A Regionally Oriented National School since 2000, the EAI has trained 1,300 officers from 27 different African countries. Beyond training, the EAI helps forge ties of friendship and brotherhood between trainee officers and has proven to be a robust channel for standardising procedures and strengthening the interoperability of African armed forces, thus adhering to the framework of basic principles related to security system reform (SSR).

Lieutenants and captains receive 42 and 20 weeks of training respectively. This long training process is unique. The length of the training courses enables extensive learning of a wide range of tactical knowledge (mounted and dismounted combat, counter-insurgency, urban combat) and specific techniques (fighting improvised explosive devices, combat shooting, search and rescue missions).

A longstanding tool that is unanimously recognized in Africa, the EAI has made a significant change in its training courses recently. In addition to infantry training courses, it now offers training in tanks, and soon will offer training in combat engineering. This first stage will probably be followed in 2017 by another significant increase in training courses to meet the needs of African armed forces. It will therefore receive unconditional support from the Senegalese military hierarchy and attract growing interest of other partners of international military cooperation.

The efforts conducted to give the EAI more important role could truly make it a West African, if not African school. Like other ENVRs, the EAI of Thiès is helping to strengthen the capabilities of African forces, which is one of the pillars of security system reform.



Justice et sécurité : retour d'expérience sur le FSP JUSSEC

Le projet FSP mobilisateur « Justice et sécurité en région sahélo-saharienne (JUSSEC) », s'est inscrit dans le cadre d'un plan d'action interministériel pour la sécurité en zone sahélo-saharienne, sous l'égide du Secrétariat général pour la défense nationale. Il a été mis en œuvre entre 2009 et 2014 et a représenté un investissement de 4 000 000 euros de la part du MAEDI.

Il avait pour finalité le renforcement des capacités des États de la zone (Mali, Mauritanie, Niger) afin de répondre efficacement et dans le respect de la loi aux menaces liées au terrorisme et aux grands trafics.

Ces trois pays ont été choisis en raison des menaces communes qui pèsent sur leur sécurité et de la nécessité de développer des synergies opérationnelles.

Le projet vise à favoriser un traitement judiciaire, conforme aux règles de droit de l'action des États, contre le terrorisme et les grands trafics ; domaines qui relèvent aujourd'hui subsidiairement des forces de sécurité et des douanes.

Pour ce faire, le projet s'est orienté autour de quatre grands principes :

- faire face aux moyens limités des États ;
- l'interministérialité qui s'attache à fédérer l'ensemble des acteurs de la sécurité ;
- objectif d'harmonisation des cadres juridiques, opérationnels, techniques, etc. ;
- mutualisation des moyens (transmissions, systèmes d'information...).

JUSSEC était doublement précurseur : d'une part il a permis d'anticiper les risques liés à l'effondrement des institutions face à la menace des réseaux terroristes (comme l'a illustré la crise malienne, ou aujourd'hui la menace Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et au Niger). D'autre part, il a contribué à une prise de conscience des acteurs locaux et internationaux du besoin d'agir sur cette question, originellement considérée comme un problème occidental. Le projet a également promu une culture de la légalité : des messages importants, comme celui de la nécessaire judiciarisation des actes de terrorisme et de criminalité transnationale, ont été entendus. Il a encouragé de nombreux cadres de la force publique et de la justice à prendre leurs responsabilités face aux méfaits du terrorisme et du crime.

JUSSEC a également permis aux différents services d'apprécier le support français en matière de formation, de renforcement des capacités et de fourniture d'équipement. Cette aide est jugée dans les trois États du Sahel comme primordiale eu égard à l'histoire et aux relations privilégiées avec la France.

Justice and Security: Feedback on the JUSSEC FSP

A proactive FSP project entitled "Justice and Security in Sahel-Saharan Region" (JUSSEC) is in line with an inter-ministerial plan working to improve security in the Sahel-Saharan zone under the auspices of the National Defence Secretariat-General. It was implemented from 2009 to 2014 and required a €4 million on the part of the Ministry of Foreign Affairs and International Development. Its purpose was to build capacity of States in the area (Mali, Mauritania, Niger) to respond effectively and in accordance with the law to terrorist threats and the major types of trafficking. These three countries were chosen because of their common threats to their security and the need to develop operational synergies.

The project aims to promote judicial procedures in line with the rule of law of government action to fight terrorism and major types of trafficking, areas that are today additionally the responsibility of security forces and customs.

To do so, the project is focused on four major principles:

- Addressing the limited means of States,
- Focusing on the inter-ministerial dimension that seeks to federate all of the security actors,
- Meeting the objective of harmonising legal, operational and technical frameworks,
- Pooling resources (transmissions, information systems).

JUSSEC broke new ground in two ways. First, it helped anticipate risks related to the break-up of institutions to address the threat of terrorist networks (as could be seen in the Malian crisis, or today with the Boko Haram threat in the Lake Chad basin and in Niger). Second, it helped raise the awareness of local and international actors about the need to take action on this issue, originally considered to be a Western problem. The project also promoted a culture of lawfulness: important messages, like that of the need to subject terrorist acts and transnational crime to a judicial system, were heard. It encouraged a number of law enforcement and justice officials to shoulder their responsibilities in the face of the ravages of terrorism and crime. JUSSEC has also enabled different services to assess French support in training, building capacity and providing equipment. This aid was considered essential in the three Sahel countries with regard to the history of their special relationships with France.



DOSSIER : réforme des systèmes de sécurité

Le FSP ALATT : enjeux et perspectives

Propos recueillis auprès du commandant Philippe Crespo, attaché de sécurité adjoint

Dans le cadre des réformes des systèmes de sécurité, la France proposait fin 2013 aux autorités tchadiennes un projet de soutien à la lutte anti-terroriste aboutissant en 2014 à la mise en place par le MAEDI d'un FSP pays d'Appui à la lutte anti-terroriste au Tchad (ALATT), d'une durée de trois ans, doté de 600 000 euros.

Dans un contexte sous-régional dégradé, où la menace terroriste ne cesse de croître, ce projet résolument axé dans sa conceptualisation sur la thématique de la lutte anti-terroriste, vise à contribuer à la stabilité du pays et à garantir ainsi un cadre favorable à son développement. Il propose une approche à la fois stratégique et opérationnelle à destination des composantes renseignement, police judiciaire et police technique.

Ce projet articulé en trois volets, essentiellement basé sur la formation des Forces de sécurité intérieure (FSI), visera à favoriser l'anticipation et l'identification du risque terroriste en renforçant les capacités et la coordination des services de renseignement, la neutralisation d'individus ou groupes représentant une menace, par la mise en œuvre d'obstacles à l'action ainsi que la recherche et l'administration de la preuve impactant les services de Direction de la police judiciaire de la DGPN mais aussi ceux de la SNRJ de la DGGN.

À mi-projet, avec une vingtaine de formations réalisées sur les quarante-cinq prévues sur trois ans, les objectifs visés en termes de renforcement des capacités humaines ont été globalement respectés, les dotations en équipements se traduisant essentiellement par des remises de matériels informatiques ou techniques.

S'agissant des projets structurants, le FSP permettait la création, au sein de la Direction des renseignements généraux, de la Cellule spéciale anti-terroriste, ainsi que la montée en puissance de la Brigade anti-terroriste de la Direction de la police judiciaire, la désignation dans chacune des vingt-deux délégations de police du pays de référents « anti-terroristes », la professionnalisation de la Compagnie de sécurisation nautique et son déploiement en province.

La mise en place d'un projet axé sur la thématique anti-terroriste, non pris en compte par les autorités à l'époque, avec la vague d'attentats ayant frappé la capitale tchadienne en juin et juillet 2015, suivi des opérations kamikazes menées en nombre sur la zone du lac en territoire tchadien, permettait d'accélérer la professionnalisation des FSI, de développer et accentuer leurs capacités de réactivité et de constatations post-attentat, mais aussi en matière de recherche et d'exploitation du renseignement et en conduite d'enquête judiciaires.

L'année 2016 devrait voir la création d'une Cellule de ciblage aéroportuaire au sein de l'aéroport international de N'Djamena, la mise en place de la Cellule de coordination de l'Information au sein de la DGPN, ainsi que l'aboutissement du projet de Groupe d'intervention au sein de la police nationale.

Ce projet ainsi que l'ensemble des actions programmées s'inscrit dans la droite ligne des objectifs prioritaires de la DCSD sur la BSS, en complémentarité des différents projets mobilisateurs en cours.



ALATT FSP: Challenges and Ways forward

Remarks by Commander Philippe Crespo, deputy security attaché

With regard to security system reform, in late 2013 France put forward a support plan to tackle terrorism to Chad authorities which took the form of a Country Support for Tackling Terrorism in Chad (ALATT) FSP set up in 2014 by the Ministry of Foreign Affairs and International Development of €600,000 to be disbursed over three years.

In a worsening sub-regional context, in which the terrorist threat is ever growing, this project resolutely rooted in its coming up with solutions to tackle terrorists, aims to help stabilise the country and thereby ensure a positive environment for development. It provides both a strategic and operational approach focused on the intelligence, judicial police and technical police.

This project has three components, which are essentially based on training internal security forces (ISF) and will aim to help forecast and identify terrorist risks by building capacity and coordination of intelligence services, neutralising individuals and groups representing a threat, by blocking action as well as through research and administration of the evidence impacting the services of the Judicial Police Directorate of the National Police Directorate General (DGPN) but also those of the General Intelligence Directorate (SNRG) of the National Gendarmerie Directorate General (DGGN).

At mid-project, with approximately 20 training courses given of the 45 planned over three years, the objectives in terms of human capacity building have been met overall, provisions of equipment mainly through the delivery of computer and technical equipment.

With regard to structuring projects, the FSP helped to create a Special Anti-Terrorist Unit in the Intelligence Directorate, bolster the Anti-Terrorist Brigade of the Judicial Police Directorate, appoint anti-terrorist contact people in each of the 22 country police delegations, professionalise the Compagnie de Sécurisation Nautique and deploy it in provinces.

A project focused on anti-terrorism which was not taken into account by the authorities at the time, and the wave of terrorist attacks on Chad's capital in June and July 2015, followed by a series of kamikaze operations conducted in the Chad Lake region (in Chad) helped to professionalise the internal security forces. Their abilities to respond and make post-attack observations were developed and showcased along with their abilities to seek and use intelligence and to conduct judicial investigations.

In 2016, there are plans to create an Airport Targeting Unit in the International Airport of N'Djamena, an Information Coordination Unit in the DGPN, and also an Intervention Group in the National Police.

This project and all the actions planned are in keeping with the priority objectives of the DCSD on SSR, and supplement the various ongoing proactive projects.

Le SCAD en Guinée-Conakry : un modèle de réussite

Propos recueillis auprès du lieutenant-colonel Michel Lesaffre, chargé de projet SCAD



L'Agence du service civique d'action pour le développement (ASCAD), placée sous l'autorité de la présidence de la République de Guinée, est un établissement public créé par décret du 14 avril 2011.

À l'instar des régiments français du Service militaire adapté (SMA) dans les DROM COM, elle entend

contribuer à l'éducation civique et citoyenne des jeunes guinéens mais aussi apporter sa contribution à la formation et surtout à la qualification professionnelle des jeunes en vue de leur insertion socio-économique.

Si l'ASCAD de Guinée a réussi à se stabiliser depuis sa création il y a quatre ans, il n'en reste pas moins qu'elle dispose encore d'une grande marge de progrès pour mener à bien sa mission.

L'ASCAD dans son mode de fonctionnement propose une formation de deux ans sur plusieurs cycles. La particularité de l'Agence est d'être composée à 70 % de personnel civil, ce qui est fondamental dans les relations armée/Nation et qui donne tout son sens à cette mission.

Les recrues reçoivent, dans un premier temps, une formation civique et citoyenne de cinq mois, qui forme la base du savoir-être. Ce premier cycle est suivi de la formation professionnelle qui correspond aux savoir-faire du métier choisi. Actuellement, elles sont au nombre de dix : mécanicien, électricien, plombier, magasinier, métiers de l'hôtellerie, agriculteur, agent de sécurité et ferronnier. Enfin, la formation se termine par un stage en entreprise.

Assortie d'une formation aux premiers secours et d'un diplôme d'hygiène et de sécurité, elle permet aux stagiaires d'obtenir un diplôme spécifique et reconnu qui est le certificat d'aptitude professionnelle à l'insertion : le CAPI.

Les objectifs de la coopération avec l'ASCAD sont fixés dans les accords de coopération signés le 13 janvier 2014 entre la Guinée et la France ; la convention relative au projet SCAD précise les trois objectifs suivants : poursuivre la mission dévolue par décret présidentiel et maintenir les acquis du SCAD, en assurant, dans sa globalité, le bon fonctionnement du SCAD, pérenniser un taux d'insertion à plus de 70 %, et préparer les modalités techniques, matérielles et financières pour ouvrir des centres de formation dans les quatre régions naturelles de Guinée.

Le bilan des premières années d'existence de l'ASCAD

La première promotion a permis de former 138 élèves fin 2013 avec 74 % d'insérés.

La seconde promotion a diplômé 194 stagiaires fin 2014. Si la formation a été perturbée par les contre coups de l'épidémie Ebola et que certains stagiaires prolongent encore leur stage en entreprise, globalement, l'insertion est bonne. Cependant, compte tenu du chômage qui touche la jeunesse guinéenne, l'ASCAD ne forme pas encore assez de jeunes.

The SCAD in Guinea Conakry: a Successful Model

Remarks by Lieutenant-Colonel Michel Lesaffre, SCAD project leader

The Agency of the Civic Action Service for Development (ASCAD), placed under the authority of the Presidency of the Republic of Guinea, is a public institution created by the decree of 14 April 2011.

Like the French regiments of the adapted military service (SMA) in the DROM COM, it intends to contribute to the civic and citizen education of young Guineans but also provide its contribution to the training and especially to vocational qualification of young people with a view to their incorporation into society and the workplace.

Although the ASCAD of Guinea has managed to stabilise since its creation four years ago, a good deal of work still needs to be done for this mission to be successfully completed.

In its way of operating, the ASCAD provides a two-year training programme over several cycles. The special feature of the agency is that 70% of its staff is civilian, which is fundamental in army-nation relations and which gives all of its meaning to this mission.

The recruits initially receive a five-month civic and citizen training course that teaches basic life skills. This first cycle is followed by a vocational training course teaching the expertise of the job chosen. Currently there are ten: mechanic, electrician, plumber, store attendant, hotel professions, farmer, security agent and iron crafts worker. Lastly, the training course ends with a traineeship in a company or business.

Together with a first aid training course and a health and security diploma, it enables trainees to obtain a specific and recognised diploma that grants a certification of professional ability to be employed: the CAPI.

Cooperation objectives with ASCAD are set out in the cooperation agreements signed on 13 January 2014 between Guinea and France, the agreement relating to the SCAD project advocates the three following objectives:

Pursue the mission assigned by presidential decree and maintain what SCAD has achieved, by ensuring, as a whole, its smooth running; ensure a recruitment rate of more than 70%; and prepare the technical, material and financial modalities to open training centres in the four natural regions of Guinea.



Taking stock of the first years of the existence of the ASCAD

The first year, 138 were trained by the end of 2013 and 74% of them were incorporated into the workforce.

The second year, 194 students graduated at the end of 2014. Although the training course was interrupted by the backlash of the Ebola epidemic and certain students extended their traineeships, overall, the number of people entering the workforce was high. However, given the unemployment rate of young Guinean people, the ASCAD does not train enough of them.

DOSSIER : réforme des systèmes de sécurité

En tout état de cause, la demande existe, donc le challenge à relever est de mobiliser les entreprises afin de maintenir le bon niveau du taux d'insertion. Pour cela, le personnel du SCAD doit s'impliquer dans les réseaux sociaux afin de travailler à la même vitesse que ses partenaires.

Des objectifs ambitieux pour l'année 2016

En termes de recrutement, l'ASCAD doit augmenter ses effectifs de 250 recrues dans le courant de l'année. Des pourparlers sont en cours avec Total et l'Union des transporteurs guinéens afin de créer une filière de formation à la conduite PL, ce qui devrait permettre le recrutement de 50 à 80 jeunes. D'autre part, une convention est aussi en cours de discussion avec des entreprises du BTP et la Banque mondiale (participation financière) afin de créer une filière dans le domaine et recruter 150 jeunes. Enfin, pour identifier parfaitement les candidats, une autre convention est en cours de rédaction avec l'entreprise Bolloré qui ouvrira ses parcs d'attractions afin d'y organiser des campagnes de recrutement.

Les cycles de formation seront réétudiés afin de limiter la durée des stages en entreprise pour les réduire à trois mois et permettre ainsi le tuilage des promotions. 2016 verra les professeurs de l'éducation nationale venir prodiguer les cours au sein même du SCAD, ce qui rationalisera l'enseignement et permettra une réduction de la durée de formation. Ainsi, une convention passée avec la gendarmerie réduit le cycle de formation des agents de prévention et de sécurité de six à trois mois, permettant de réaliser trois incorporations dans l'année et de répondre à un véritable besoin du bassin d'emploi.

Enfin, l'Agence ne disposait pas de directeur de la formation et de l'insertion à l'instar des SMA. Indispensable à la centralisation des informations couvrant le spectre de la mission (recrutement, formation, insertion) ce poste va être créé.

Pour conclure, l'ASCAD de Guinée est un bel exemple de coopération entre la Guinée et la France. Nous avons su démarrer le projet avec des objectifs à la portée du pays. Demain, fort de cette expérience, en adaptant les moyens mis à disposition et grâce à la coopération « gagnant-gagnant » avec de nouveaux partenaires, l'Agence pourra voir ses effectifs doubler avec le même budget et maintenir ses bons résultats en termes d'insertion.

L'ouverture d'autres centres dans le pays reste conditionnée au soutien financier des ministères concernés (travaux de création ou de rénovation des sites déjà identifiés).



In any case, the demand is there, so the challenge to meet is mobilising companies so that a good recruitment rate can be maintained. To do so, SCAD staff must be involved in the social networks to work at the same speed as its partners.

Ambitious objectives for 2016

In terms of recruitment, the ASCAD is increasing the number of its staff by 250 over the course of the year. Talks are being held with Total and Guinean Truckers Union to create a training sector for heavy goods vehicle drivers, which is expected to generate jobs for 50 to 80 young people. Second, an agreement is also under discussion with construction companies (public works) and the World Bank (financial participation) to create a sector in this area and hire 150 young people. Lastly to identify candidates accurately, another agreement is being drafted with the Bolloré company that is set to open its amusement parks in order to organise recruitment campaigns there.

Training cycles will be re-examined in order to limit the period of traineeships in companies to reduce them to three months so that there can be an overlapping of classes. In 2016 teachers working in national education will provide classes in the SCAD, which will streamline education and help reduce the length of the training course. An agreement with the gendarmerie has reduced the training cycle of prevention and security agents from six to three months, thereby incorporating students three times over the course of the year and meeting a genuine need of the employment pool.

Lastly, the agency did not have a director of training, recruitment and employability based on the example of SMAs. Essential to centralising information covering the scope of the mission: recruitment, training and employability, this position is going to be created.

To conclude, the ASCAD of Guinea is a wonderful example of cooperation between Guinea and France. We have been able to start the project with doable objectives for the country. In the future, with this experience, by adapting the means at its disposal and thanks to "win-win" cooperation with new partners, the agency will double its staff with the same budget and maintain the positive results in terms of incorporation into the workforce.

Opening other centres in the country will depend on the financial support of the ministries concerned (work to build and renovate sites has already been identified).



LE PACTE DE COOPÉRATION

Le Président de la République François Hollande a fait du redressement économique l'une de ses priorités. Le ministre des Affaires étrangères et du Développement international Laurent Fabius a donc décidé de mobiliser le réseau diplomatique français pour contribuer à servir cet objectif : « *J'ai souhaité que la priorité soit donnée à la diplomatie économique et au soutien que le Quai d'Orsay doit apporter à nos entreprises.* » (Laurent Fabius, discours d'ouverture de la xx^e conférence des ambassadeurs, Paris, 27 août 2012).

Il s'agit d'adapter l'outil à notre époque et à ses enjeux, en développant un « réflexe économique » de la diplomatie française. C'est une réforme organisationnelle importante, qui touche l'ensemble des domaines et des services du ministère : la formation, le recrutement, la vie dans les ambassades, le fonctionnement de l'administration centrale, ou encore les relations du Quai d'Orsay avec les entreprises, notamment les PME, et les autres acteurs de l'exportation française, que ce soit Bercy, les opérateurs de l'État ou les régions. Le commerce extérieur est à présent intégré dans les missions du Quai, qui dispose désormais de l'ensemble des instruments de l'action extérieure de la France et paraît mieux armé que jamais pour organiser et coordonner, en particulier, les activités des acteurs publics et privés.

En juin 2014, la Direction de la coopération de sécurité et de défense intégrait pleinement cette stratégie à son niveau, en créant la Section liaison entreprises (SLE). Cette cellule est placée sous la double responsabilité du capitaine de Frégate Vincent de Crayencour et du lieutenant-colonel Gilles Burel. Elle est l'interlocuteur privilégié des partenaires économiques du MAEDI dans le cadre du volet « sécurité – défense » de la coopération française.

Le Référentiel entreprises et le Pacte de coopération

Pour exercer ses missions, la SLE s'est dotée de deux nouveaux outils : un *Référentiel entreprises*, recensant les offres et implantations de l'ensemble des entreprises françaises, diffusé dans l'ensemble du réseau diplomatique, et le *Pacte de coopération*, nouvel instrument technique et juridique destiné à développer et formaliser le lien aux entreprises.

Le Pacte est systématiquement structuré en quatre composantes. Un corps principal établit les intérêts réciproques des deux parties, la DCSD et l'entreprise (ou l'institutionnel) partenaire. Il pose les principes généraux du partenariat ; il en rappelle le cadre et les motivations. Il précise aussi les contributions des signataires, clarifie les aspects juridiques et fixe la durée du Pacte (d'un minimum de trois ans). Dans un souci de solidifier les relations bilatérales avec les entreprises, cette partie prévoit également le règlement d'éventuels différends.

COOPERATION AGREEMENT

French President François Hollande has made economic recovery one of his priorities. Foreign Minister Laurent Fabius has therefore decided to mobilise the French diplomatic network to help reach this objective: "I wanted priority to be given to economic diplomacy and the support that the Ministry of Foreign Affairs and International Development must provide its companies". (Laurent Fabius, opening remarks at the 20th Conference of Ambassadors, Paris, 27 August 2012). This means adapting the tool to our times and its challenges by developing an "economic reflex" of French diplomacy. It is an important reform in terms of organisation, which affects all the areas and services of the Foreign Ministry: training, recruitment, life in the embassies, the way the central administration works, or even the relations of the Ministry with companies, especially small and medium-sized enterprises, and other actors of French exportation, whether it be the Finance Ministry, government agencies or regions. Foreign trade is now part of the missions of the Foreign Ministry, which had all of the instruments of France's external action and is better equipped than ever to organise and coordinate, in particular, activities of public and private actors.

In June 2014, the Security and Defence Cooperation Directorate fully incorporated this strategy at its level, by creating the Enterprise Liaison Section (SLE). This Unit is placed under the dual responsibility of Commander Vincent de Crayencour and Lieutenant-Colonel Gilles Burel. It is the preferred channel for the Foreign Ministry's economic partners in the "security and defence" component of French cooperation.

To conduct its missions, the SLE has new instruments: a *Company Standard*, centralising all of the supply and creation of French companies, disseminated throughout the diplomatic network and the *Cooperation Agreement*, the new technical and legal instrument intended to develop and formalise the connection to enterprises.

Company Standard and Cooperation Agreement

The Agreement is systematically structured in four components. A main corps establishes mutual interests of the two Parties, the DCSD and the company (or institutional) partner. It lays down the general principles of the partnership; it highlights the framework and motivations. It also specifies the contributions of signing parties, clarifies the legal aspects and establishes the duration of the agreement (a minimum of three years). In an effort to solidify the bilateral relations with enterprises, this party also plans to settle disputes.



Témoignage de l'Institut THEMIIS



« L'Institut THEMIIS (*The Management Institute for International Security*) s'est fixé comme objectif de former des cadres civils ou militaires au management global de projets internationaux en intégrant d'emblée la dimension sécuritaire dans leur préparation puis dans leur conduite, que ces projets soient développés au profit d'organisations internationales comme l'Union européenne, l'Union africaine ou l'Organisation des Nations unies, au profit d'organisations non gouvernementales ou au profit d'entreprises à l'export.

Ces objectifs concrétisent une stratégie qui vise à accroître le rayonnement de la France à l'étranger, par le biais d'une aide aux entreprises à l'export et par une présence renforcée au sein de l'UE ou de l'ONU.

Le Pacte de coopération signé avec la DCSD donne une dimension supplémentaire à cette stratégie : aider les cadres civils ou militaires des pays de l'OIF à atteindre les mêmes objectifs à leurs niveaux respectifs. En effet, grâce au concours technique de la DCSD, l'Institut THEMIIS pourra dès le mois de janvier 2016 organiser des sessions à Paris au profit d'auditeurs étrangers de l'OIF, afin de leur permettre de renforcer l'influence de leurs pays à New York, Genève ou Bruxelles, au sein notamment de leurs représentations nationales. Ils pourront même, s'ils le souhaitent, bénéficier des sessions sur le management global au profit de leurs entreprises à l'export.

Gilles Rouby

Directeur général de l'institut THEMIIS



Testimonial of the Themii Institute

The Management Institute for International Security (THEMIIS) has set the objective to train civilian executives and military officials in the global management of international projects by including the security dimension from the time they are prepared to the time they are conducted so that these projects are developed to the benefit of international organisations including the European Union, the African Union and the United Nations, non-governmental organisations and export companies.

These objectives are expressed in concrete terms in a strategy that aims to improve France's global outreach through assistance to export companies and through a stronger presence within the European Union or UN.

The Cooperation Agreement signed with the DCSD adds another dimension to this strategy: helping civilian executives and military officials of IOF countries to reach the same objectives at their respective levels. Thanks to the technical assistance of the DCSD, the Themii Institute could as of January 2016 organise courses in Paris for foreign auditors of the IOF, in order to help them increase the influence of their countries in New York, Geneva and Brussels, in their national representations for example. They could even, if they so wish, benefit from courses on global management for their export companies.

Gilles Rouby

Director General of Themii Institute

Le Pacte de coopération poursuit les quatre objectifs suivants :

- matérialiser l'axe prioritaire identifié par le MAEDI que constitue la diplomatie économique ;
- formaliser les liens préexistants en matière d'échange d'informations : opportunités commerciales au profit du partenaire, opportunités de coopération au profit de la DCSD ;
- accroître l'influence de la France dans les pays concernés et auprès des organisations internationales (ONU, Union européenne...);
- mener à bien les actions décrites dans les fiches projets.

Ces fiches projets constituent la deuxième composante du Pacte. Elles détaillent au cas par cas des actions de partenariat précises : organisation d'une journée de séminaire, intervention dans l'un des centres de formation initiés par la DCSD, rédaction commune d'un document mensuel d'information, participation conjointe à un fonds de solidarité prioritaire, etc. Ces fiches sont signées par le MAEDI et par l'entreprise.

La troisième composante est une charte éthique qui figure en annexe et indique tous les principes fondamentaux qu'il convient d'observer, tels que le respect des droits de l'Homme, le rayonnement du savoir-faire de la France et le souci d'agir toujours en toute légalité.

The Cooperation Agreement has the following four objectives:

- Materialise the priority identified by the Ministry of Foreign Affairs and International Development that constitutes economic diplomacy;
- Formalise the pre-existing connections regarding information sharing: business opportunities to benefit the partner, opportunities for cooperation to benefit the DCSD;
- Increase France's influence in the countries concerned and in international organisations (UN, European Union);
- Complete actions described in project briefs.

These project briefs are the second component of the Agreement. They explain on a case-by-case basis specific partnership actions: organisation of a seminar day, action in one of the training centres initiated by the DCSD, joint drafting of a monthly information newsletter, and joint participation in a priority solidarity fund. These briefs are signed by the Ministry of Foreign Affairs and Development and the company.

The third company is an ethics charter found in the annex and indicates all the main fundamental principles that should be observed, such as respecting human rights, outreach of France's expertise and concern for always acting lawfully.

Notamment, les deux parties doivent être déterminées « à unir [leurs] forces et [leurs] compétences dans le cadre d'une "Équipe France", dans le but d'atteindre les priorités politiques fixées par la France en matière de diplomatie économique, et d'aider l'Etat français dans ses missions de coopération structurelle en matière de sécurité et de défense ».

Les atouts du Pacte de coopération

Le Pacte permet de renforcer la visibilité des entreprises françaises de défense et de sécurité à l'étranger. Le réseau particulièrement développé du MAEDI profite à ces entreprises signataires, à la conquête de nouveaux marchés. Le Pacte encadre également l'association technique et financière entre les entreprises françaises et les actions de coopération menées par la France. Ainsi, la synergie des acteurs publics et privés dans le domaine de la défense et de la sécurité rend l'action de coopération toujours plus efficace. Dans ce cadre, la participation des entreprises aux séminaires d'information organisés par la DCSD et destinés aux coopérants, experts techniques et attachés de défense, permet d'élargir la palette des solutions – diplomatiques et commerciales – proposées aux partenaires de la France.

La DCSD a ouvert deux voies pour la participation des entreprises au financement des actions de coopération : d'une part le fonds de concours relatif à la « participation de tiers métropolitains aux dépenses de coopération militaire et de sécurité exposées par la France », et d'autre part le cofinancement direct de projets.

À ce jour, une trentaine d'entités ont été contactées pour initier des négociations relatives à la signature d'un Pacte. Ce sont des entreprises mais également des institutions privées. La SLE s'est donnée pour objectif de passer la barre des 100 pactes signés en 2016.

The two parties must be determined "to unite [their] forces and [their] skills within the framework of a 'France Team', with the aim of reaching political priorities set by France in the area of economic diplomacy, and to help the French State in its structural cooperation missions in the area of security and defence".

The advantages of the Cooperation Agreement

The Agreement helps raise the profile of French defence and security companies abroad. The particularly extensive network of the Ministry of Foreign Affairs and International Development benefits these companies that sign it hoping to gain new markets. The Cooperation Agreement also governs the technical and financial connection of French companies with cooperation actions conducted by France. As a result, the synergy of public and private actors in the area of defence and security makes cooperation action increasingly efficient. In this regard, participation of companies in information seminars organised by the DCSD and for cooperation officers, international experts and defence attachés help improve the range of solutions – diplomatic and commercial – offered to France's partners.

The DCSD has opened two avenues for companies to participate in financing cooperation actions: first, the funds to assist in the "Participation of metropolitan third parties in military and security cooperation spending set out by France" and direct co-financing of projects.

To date, some 30 bodies have been contacted to start negotiations relating to the signature of a Cooperation Agreement (both companies and private institutions). The SLE set the goal of signing more than 100 agreements in 2016.

Dernière minute : les parlementaires en soutien à la coopération structurelle de sécurité et de défense...

Grâce à la mobilisation de la réserve parlementaire de l'Assemblée nationale et du Sénat, la stratégie de partenariats menée par la DCSD a permis le cofinancement de projets importants, dans plusieurs zones d'intervention de la coopération française. La Sénatrice Hélène Conway-Mouret a ainsi soutenu un projet au Bénin (appui au Centre de perfectionnement aux actions post-conflituelles de déminage et de dépollution), le Sénateur Jacques Gautier au Congo-Brazzaville (soutien à l'Ecole de Génie Travaux), le sénateur Richard Yung à Madagascar (au profit du service militaire d'aide au développement), la Sénatrice Joëlle Garriaud-Maylam au Sénégal (formation en santé militaire) et le Député Jérôme Chartier en Mongolie (formation des structures de protection civile). La DCSD les remercie très chaleureusement de ce soutien. L'opération sera reconduite pour l'année 2017.



Just in: Members of parliament support structural security and defence cooperation...

Thanks to the mobilization of the discretionary funding (réserve parlementaire) at the disposal of members of the French National Assembly and Senate for local projects, the partnerships strategy of the DCSD has made it possible to co-finance major projects in many of the theatres of France's cooperation. Senator Hélène Conway-Mouret thus supported a project in Benin (support for the Post-conflict Mine Clearance and Depollution Training Centre), Senator Jacques Gautier a project in Congo-Brazzaville (support for the National Regional School of Engineering and Works), Senator Richard Yung a project in Madagascar (supporting military service for development assistance), Senator Joëlle Garriaud-Maylam a project in Senegal (military health training), and National Assembly Deputy Jérôme Chartier a project in Mongolia (training for civil protection entities). DCSD would like to thank them most warmly for their support. This action will be repeated in 2017.



PSD 278

Sommaire/Summary

LA RÉFORME DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ

REFORM OF THE SECURITY SYSTEMS

03 ÉDITO/Editorial

BRÈVES

04 Visite du DCSD en Égypte

Visit of the DCSD in Egypt

05 Visite du directeur adjoint en Birmanie

Visit of the Deputy Head of the DSCD in Burma

DOSSIER CENTRAL

06 RSS : des menaces partagées, des visions communes

Security Systems Reform (SSR): Shared Threats, Common Visions

09 La RSS et les organisations internationales et partenaires

SSR and International Organizations

La RSS à l'Union africaine : de la théorie à la pratique
SSR in the African Union: Moving from Theory to Practice

L'approche des Nations unies
The United Nations Approach

Les programmes de l'Union européenne (UE) relatifs à la RSS
EU SSR Programmes

DCAF : les nouveaux partenariats
DCAF: New Partnerships

OIF : les projets RSS dans l'espace francophone
IOF: SSR Projects in the Francophonie Area

Douanes et coopération structurelle : des synergies communes
Customs and Structural Cooperation: Common Synergies

16 RSS et coopération de sécurité et de défense : l'approche de la DCSD

SSR and Security and Defence Cooperation: the DCSD Approach

Afghanistan : FSP « Soutien à la réforme des systèmes de sécurité »
Afghanistan: "Support for Security System Reform" Priority Solidarity Fund

La RSS en RCI : l'expertise au plus près du partenaire
SSR in Côte d'Ivoire: Expertise as Close to the Partner as Possible

L'École nationale à vocation régionale (ENVR) : un pôle de RSS permanente
Regionally Oriented National School (ENVR): a Hub for Permanent SSR

Justice et sécurité : retour d'expérience sur le FSP JUSSEC
Justice and Security: Feedback on the JUSSEC FSP

Le FSP ALATT : enjeux et perspectives
ALATT FSP: Challenges and Ways forward

Le SCAD en Guinée-Conakry : un modèle de réussite
The SCAD in Guinea Conakry: a Successful Model

FOCUS

29 Le pacte de coopération

Cooperation Agreement

Le Référentiel entreprises et le Pacte de coopération
Company Standard and Cooperation Agreement

Les atouts du Pacte de coopération
The Advantages of the Cooperation Agreement